

Master of Arts HES-SO en Travail social

TRAVAIL DE MASTER

**Patients migrants en situation de séjour  
illégal souffrant de troubles  
neurologiques : quel  
accompagnement ?**

Réalisé par

**Freskim Lubishtani**

Sous la direction de  
Professeur Gakuba Théogène-Octave  
HES-SO Master

Genève, 12 mars 2024



Accepté par :

Filière Master of Arts HES-SO en Travail social

HES-SO Master

Lausanne, Suisse

Membres du Jury :

Gakuba Théogène-Octave, directeur, président du jury

Viviane Cretton, professeure HES ordinaire, Institut Travail social experte





## Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers Monsieur Gakuba Théogène-Octave, mon directeur de travail de master, pour sa guidance éclairée, son soutien constant et ses conseils précieux tout au long de cette recherche. Sa passion pour le domaine et son engagement envers l'excellence académique ont été une source d'inspiration pour moi. Je tiens également à remercier chaleureusement toutes les personnes qui m'ont soutenu de près ou de loin au cours de cette aventure. Que ce soit par des encouragements, des conseils pratiques ou des discussions stimulantes, votre contribution a été inestimable. Merci à tous ceux qui ont partagé leurs connaissances, leur temps et leur expertise pour enrichir ce travail. Votre soutien a été essentiel et je suis reconnaissant de pouvoir compter sur une communauté aussi solidaire.

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que son auteur. Dans ce document, l'emploi du masculin pour désigner des personnes n'a d'autres fins que celle d'alléger le texte.

## Liste des sigles utilisés

AIS	Agenda d'intégration suisse
AMIG	Aide aux migrants
ASIC	Assistant social en intervention collective
AVS	Accident vasculaire cérébral
BIC	Bureau d'intégration et de la citoyenneté
CAMSCO	Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires
CCI	Commission cantonale d'indication
CCSI	Collectif de soutien aux sans-papiers
CHC	Centre d'hébergement collectif
CSIAS	Conférence suisse des institutions d'action sociale
CSP	Centre social protestant
HUG	Hôpitaux universitaires de Genève
ETSP	Étranger sans permis
OASI	Observatoire de l'aide sociale et de l'insertion
OCAS	Office cantonal des assurances sociales
OCPM	Office cantonal de la population et des migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
PIC	Programme d'intégration cantonal
PMR	Personne à mobilité réduite
SEM	Secrétariat d'État aux migrations
TCC	Traumatisme cranio-cérébral
TM	Travail de master

## Table des matières

<b>Remerciements.....</b>	<b>3</b>
<b>Liste des sigles utilisés.....</b>	<b>4</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>7</b>
<b>Abstract.....</b>	<b>8</b>
<b>Rapport de recherche.....</b>	<b>9</b>
1. Introduction.....	10
2. Problématiques et question de recherche .....	11
3. Contexte migratoire de la recherche.....	14
3.1. Cadre légal de la migration en Suisse.....	15
3.1.1. Quelques définitions.....	15
3.2. Institutions concernées par la migration en Suisse et à Genève.....	16
3.2.1. Secrétariat d'État aux migrations, Office cantonal de la population et des migrations, Bureau d'intégration et de la citoyenneté & Hospice général .....	16
3.2.2. Structures associatives de prise en charge des personnes migrantes sans statut de séjour légal à Genève .....	18
3.2.3. Permis de séjour.....	19
3.3. Loi sur les étrangers et l'intégration & Loi sur l'asile.....	21
3.4. Personnes migrantes sans statut de séjour légal. Quels droits ?.....	23
3.4.1. Droit à l'aide d'urgence.....	23
3.4.2. Droit à une prise en charge médicale .....	24
3.4.3. Travail au noir.....	25
3.5. Opération Papyrus.....	27
4. Cadre théorique.....	28
4.1. Santé & Migration .....	28
4.2. Maladies neurologiques.....	30
4.2.1. Le cerveau .....	31

4.2.2. Assurance-invalidité .....	32
4.3. Concept d'accompagnement.....	34
5. Démarche méthodologique .....	36
5.1. Réflexion éthique .....	37
5.2. Entretiens semi-directifs .....	37
5.3. Retranscription et mise en lien .....	38
5.4. Observation.....	39
6. Analyse des données.....	40
6.1. Observation du 12 décembre au CHC des Tattes .....	40
6.2. Présentation de trois personnes migrantes sans permis de séjour.....	43
6.3. Hébergement .....	45
6.4. Précarité.....	46
6.5. Non-recours aux soins.....	47
6.6. Freins rencontrés par les assistants sociaux des HUG .....	49
6.7. Ressources et pouvoir discrétionnaire des assistants sociaux.....	51
6.8. Quelles solutions ?.....	53
7. Conclusion.....	54
7.1. Cas de rigueur – Permis de séjour B humanitaire .....	56
7.2. Difficultés rencontrées dans ma recherche et auto-évaluation.....	57
7.3. Intérêt de la recherche pour le travail social et limite .....	59
<b>Bibliographie .....</b>	<b>60</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>66</b>

## Résumé

Ma question de départ est : **Quel accompagnement des patients migrants en situation de séjour illégal souffrant de troubles neurologiques ?**

L'objectif de mon travail de Master (TM) est de mettre en lumière les défis sociaux auxquels font face les migrants sans statut légal souffrant de troubles neurologiques. Il se focalise sur l'accompagnement fourni par les travailleurs sociaux ainsi que sur l'ensemble du réseau médical et social. Bassetti et al. (2022) mettent en évidence l'importance de prioriser la santé cérébrale dans nos politiques sanitaires. Cet organe humain joue un rôle indispensable dans tous les aspects de la vie au quotidien. En Suisse, une personne sur trois serait atteinte par une ou des maladies neurologiques (Bassetti et al., 2022). Elles sont d'ailleurs l'une des trois causes de décès, d'invalidité et ont pour conséquence des coûts de santé très élevés (Bassetti et al., 2022).

Ce travail de recherche résulte de cinq entretiens semi-directifs menés avec des assistants sociaux qui interagissent régulièrement avec la population ciblée. De plus, deux entretiens semi-directifs ont été conduits avec des personnes migrantes confrontées à des problèmes neurologiques et dépourvues de permis de séjour. Une observation a également été effectuée dans un centre d'hébergement collectif pour migrants possédant des chambres pour les individus à mobilité réduite. L'analyse présentée dans ce travail repose sur la combinaison de données empiriques collectées sur le terrain et d'une recherche approfondie de la littérature pertinente liée à ma thématique.

**Mots-clés : accompagnement, migration, maladies neurologiques, institution genevoise, travailleurs sociaux**



## Abstract

My initial question is: **What support is provided to undocumented migrant patients suffering from neurological disorders?**

The objective of my Master's thesis is to shed light on the social challenges faced by migrants without legal status who suffer from neurological disorders. It focuses on the support provided by social workers as well as the entire medical and social network. Bassetti et al. (2022) emphasize the importance of prioritizing brain health in our healthcare policies. This human organ plays an essential role in all aspects of daily life. In Switzerland, one in three people is affected by one or more neurological diseases (Bassetti et al., 2022). They are also one of the three leading causes of death and disability, resulting in very high healthcare costs (Bassetti et al., 2022).

This research stems from five semi-structured interviews conducted with social workers who regularly interact with the targeted population. Additionally, two semi-structured interviews were conducted with migrant individuals facing neurological problems and lacking residence permits. An observation was also carried out in a collective housing center for migrants with rooms for individuals with reduced mobility. The analysis presented in this work is based on the combination of empirical data collected in the field and a thorough review of relevant literature related to my theme.

**Keywords :** support, migration, neurological diseases, Geneva institution, social workers.





## Rapport de recherche





## 1. Introduction

Comme indiqué au préalable, mon travail porte sur l'accompagnement des personnes sans permis de séjour souffrant de maladies neurologiques. Il met en exergue la manière dont ces personnes sont accompagnées après un accident ou une maladie par les différents travailleurs sociaux<sup>1</sup> et le réseau.

Durant ma première expérience professionnelle en tant qu'assistant social aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), j'ai rapidement été confronté à certaines limites dans l'accompagnement des personnes issues de la migration n'ayant pas de statut légal.

C'est en travaillant à l'hôpital de Beau-Séjour, en service de réadaptation neurologique, que des questionnements ont émergé concernant l'accompagnement social des patients n'ayant pas de statut légal souffrant de troubles neurologiques. Ces patients étaient originaires d'Afrique subsaharienne, des Balkans ou bien d'Asie. Chaque démarche exigeait une dépense d'énergie importante et une assiduité dans la recherche de solutions. En colloque pluridisciplinaire, les situations sociales de ce type de profil de patients étaient très floues et des réponses et solutions approximatives étaient données aux problèmes. En somme, aucun professionnel ne semblait réellement savoir ou connaître les droits de ces patients.

Pour quelle raison ai-je choisi ce profil de patients ? Tout simplement, car il représente à mon sens les situations les plus complexes d'accompagnement social. Il s'agit de patients ayant perdu certaines de leurs capacités cognitives et physiques, avec des droits sociaux limités, très souvent allophones et avec un réseau très maigre à Genève.

Mon TM commencera par le contexte migratoire et le cadre légal dans lequel sont inscrites les personnes migrantes séjournant illégalement à Genève. J'y présente les différentes institutions travaillant avec cette population, les lois fédérales en lien avec la migration et les différents droits des migrants sans permis. Je propose ensuite un chapitre théorique concernant les études en lien avec la santé des migrants, les maladies neurologiques ainsi que le concept d'accompagnement. Je conclus ensuite ce travail par la méthodologie utilisée, la recherche de terrain ainsi que l'analyse des résultats.



Des confusions peuvent émerger quant aux définitions des personnes sans statut légal, je proposerai donc une définition au chapitre deux. Il est également important de noter que j'inclus dans cette catégorie les personnes sans permis en attente d'une réponse de demande de séjour, les migrants déboutés, les migrants en situation de totale clandestinité n'étant pas répertoriés à Genève par l'Office Cantonale de la population et des migrations (OCPM) malgré leur présence physique. Ma recherche est ciblée principalement à Genève, j'utilise néanmoins parfois le cadre légal fédéral pour présenter certains points. Genève possède le service spécifique des « étrangers sans permis » de l'Aide aux migrants (AMIG) – Hospice général. C'est une ressource très importante pour tout le réseau social genevois.

## 2. Problématiques et question de recherche

La Suisse est un pays convoité par certains migrants pour sa stabilité, sa sûreté, sa qualité de vie et son pouvoir d'achat. En effet, Wanner (cité dans Jaberg & Romy, 2023), démographe à l'Université de Genève explique dans un article :

La Suisse est un petit pays au centre de l'Europe doté d'une économie florissante et qui jouit d'un haut niveau de bien-être. Il est ainsi normal que les évolutions démographiques soient plus prononcées que dans des pays plus vastes.

De nombreuses personnes migrent pour de multiples raisons en provenance de pays possédant des conditions de vie moins bonnes. Certaines d'entre elles n'ont pas accès aux soins, à l'éducation ou à une vie digne. D'autres personnes tentent de fuir leurs pays pour se protéger d'une guerre ou d'autres formes de persécution. Seulement, après avoir déposé une demande d'asile, certains requérants ne sont pas reconnus et reçoivent une réponse de « non-entrée en matière », ils doivent en théorie être expulsés du territoire. D'autres personnes sans statut légal vivent en Suisse sans être déclarées, elles profitent d'une forme de flexibilité de certains cantons en la matière.

D'après Unia Suisse (2024), 150 000 personnes en Suisse sont en situation irrégulière sans permis de séjour. La plupart d'entre eux occupent des métiers dans le bâtiment, dans les ménages privés ou dans le domaine de l'hôtellerie. Concernant la provenance de ces migrants sans permis de séjour en Suisse « les ressortissants de pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud constituent le plus gros groupe de sans-papiers (43%), suivi des ressortissants de pays d'Europe (24%), d'Afrique (19%) et d'Asie (11%) » (Secrétariat d'État aux migrations [SEM], 2015, p.40).



Les situations d'irrégularité sont très hétérogènes, la Suisse donne des droits à ces migrants même en séjour illégal. Cependant, dans de nombreux cas, des personnes migrantes continuent à vivre pendant des années de l'aide d'urgence dans une situation de séjour floue. Elles peuvent à titre d'exemple contracter une assurance-maladie, scolariser leurs enfants ou bien même travailler. Leurs droits restent tout de même limités et permettent de couvrir certains besoins. Cependant, l'étude *Sortir de la clandestinité* – fruit d'une collaboration entre l'Université de Genève et les HUG – qui avait suivi 500 personnes migrantes à Genève dans le cadre du projet papyrus<sup>2</sup> avait mis en exergue la pression psychologique, ainsi que l'impact sur la santé physique et mentale que subissaient ces clandestins. L'irrégularité pèse sur le moral, notamment quand les lendemains sont incertains et les conséquences peuvent être entre autres : un renvoi, une perte d'emploi ou des problèmes de santé. Les personnes sans permis de séjour ne sont pas à l'abri, au même titre que tous, d'avoir un accident au travail, un accident de vélo ou une attaque cérébrale, tant de manières d'être atteintes dans leurs capacités cognitives ou physiques. De quelle manière ces personnes sans permis sont-elles suivies par les travailleurs sociaux à la suite de troubles neurologiques et quels sont leurs droits ?

La déontologie médicale s'appuie sur des valeurs de soins et de respect du patient. Ces valeurs sont très anciennes, le serment d'Hippocrate stipulait il y a des siècles : « Je donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me les demandera. Je ne me laisserai pas influencer par la soif du gain ou la recherche de la gloire » (Conseil national des médecins, s.d.). Seulement, les règles politiques et les institutions ont évolué. Les hôpitaux, comme les autres institutions publiques, sont soumis dorénavant avec l'avènement du *new public management*, à une gestion des frais et des dépenses strictes et similaires aux institutions privées. En effet, toutes les réformes de l'administration publique depuis quelques décennies sont régulièrement réunies dans les textes scientifiques sous l'appellation de « nouveau management public » (Peters, 2014). Ces exigences créent de nouveaux enjeux et nouvelles problématiques au sein de l'organisation des institutions comme les hôpitaux. Les HUG acceptent toutes les urgences vitales sans distinction de statut, sans certitude de recevoir un paiement. Les personnes sans statut légal et sans assurance peuvent par conséquent bénéficier de soins aux HUG.

Depuis notre plus jeune âge, il nous est enseigné à l'école primaire en Suisse que l'être humain était d'abord nomade et se déplaçait avant de devenir sédentaire. De manière très simplifiée, nous avons ensuite créé des États de droits et un cadre légal concernant les questions autour du déplacement entre les pays. Voici une partie de ce cadre légal international concernant les migrants :

---

<sup>2</sup> « Projet initié par le canton de Genève en février 2017 [visant] à régulariser des travailleurs sans-papiers bien intégrés et résidant depuis plusieurs années dans le canton » (SEM, 2020).



- La Déclaration universelle des droits de l'homme (1949)
- La Convention relative aux droits de l'enfant (1989)
- La Convention relative au statut des réfugiés (1951)
- La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990)

Ces lois s'accompagnent également de catégorisation des migrants. Belmessous et Roche (2018) expliquent :

La catégorie juridique, présentée comme une réalité objective, constitue un cadre normatif et, en tant qu'instrument de fabrication de la réalité migratoire, présente des effets doubles sur la situation vécue par les migrants. D'une part, elle leur assigne une identité reconstituée et, d'autre part, elle permet aux acteurs en charge de ces populations d'opérer un tri et un classement en toute légitimité et légalité. Dès lors, cette catégorisation ne rend nullement compte de la réalité vécue par les migrants, mais, au contraire, sert largement l'autorité publique qui hiérarchise son action – l'accueil, la protection des personnes ; le contrôle des mouvements migratoires, depuis leur sélection (l'immigration dite choisie) jusqu'au rejet. (p.5)

En effet, ce phénomène est d'autant plus visible quand il s'agit du débat de « migrants économiques » ou bien du migrant qui a fui son pays pour se réfugier. Les personnes sans permis de séjour sont régulièrement des personnes qui n'ont que très peu de chance de pouvoir bénéficier du statut de réfugié ou bien de prétendre à un permis, malgré parfois des années de vie en Suisse. Belmessous et Roche (2018) mettent également en avant que cette catégorisation est à l'avantage du pouvoir public, notamment dans le choix de garder, d'accueillir ou bien de renvoyer un migrant.

Les migrants sans permis font partie de la catégorie « invisible » et pourtant nécessaire dans plusieurs aspects de la vie, tant dans les postes qu'ils occupent que dans l'implication sociale et économique du pays. Ils vivent en ce sens une forme de discrimination.

Après l'intervention médicale effectuée, certains patients perdent des capacités physiques ou cognitives et beaucoup de questions se posent : Si la personne a besoin d'un fauteuil roulant, comment va-t-elle rentrer dans son logement ? Qui va payer le fauteuil roulant ? Qui va prendre en charge les soins à domicile ? Si la personne travaille au noir, aura-t-elle droit aux assurances sociales en vigueur ? Sera-t-elle reconnue comme invalide ? Après une attaque cérébrale, certaines personnes perdent leur capacité de discernement, quelle solution pour une personne séjournant illégalement en Suisse ? Toutes ces zones d'ombre m'ont amené à me poser la question suivante :

Quel accompagnement des patients migrant en situation de séjour illégal souffrant de troubles neurologiques ?

J'ai également élaboré certaines questions secondaires en lien avec ma question de départ afin d'avoir un fil rouge pour cette recherche :

- Quelles sont les difficultés rencontrées par ces patients ? (Logement, moyens auxiliaires, finance, etc.)
- Quelles sont les difficultés rencontrées par les professionnels et les ressources des travailleurs sociaux face aux problématiques sociales de ces patients ?
- De quelle manière les travailleurs sociaux des HUG collaborent-ils avec le réseau pour accompagner ces personnes ?

### **3. Contexte migratoire de la recherche**

Dans le but d'effectuer une recherche de terrain de qualité, il me semblait indispensable de m'informer au préalable sur le cadre légal concernant les personnes sans permis de séjour. Dans de nombreux articles, notamment celui de Unia Suisse mentionné plus haut, il est fait mention de droit des migrants. Il faut malgré tout noter que les personnes sans permis n'ont pas l'autorisation d'être sur le territoire Suisse, le législateur suisse ne prévoit donc pas de réglementation spécifique pour les personnes sans permis de séjour. Droits et personnes sans permis de séjour sonnent donc comme un oxymore. Toutefois, elles peuvent prétendre à certaines aides, sous certaines conditions. Ces aides se réfèrent à l'article 12 de la constitution fédérale concernant « le droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse » (SEM, 2015). Je vais donc chercher à développer dans ce chapitre les droits des migrants sans statut légal.

Je commencerai ce chapitre en proposant certaines définitions de la migration. Je présenterai ensuite les différentes institutions travaillant avec les personnes sans permis et quelques paragraphes concernant les différents permis de séjour de la migration. Ensuite, je présenterai la loi sur les étrangers et l'intégration et la loi sur l'asile, deux lois fédérales suisses. Pour conclure ce chapitre, j'aborderai le droit des personnes sans permis, la thématique du travail au noir ainsi que le projet Papyrus.

### 3.1. Cadre légal de la migration en Suisse

#### 3.1.1. Quelques définitions

Je vous propose ici quelques définitions en lien avec ma thématique dans le glossaire d'asile.ch :

##### **Migrants :**

« Personne qui se déplace hors de son pays de résidence, que ce soit pour son travail, ses études, pour rejoindre sa famille ou encore pour fuir son pays » (Asile.ch, 2021).

##### **Réfugié :**

Le terme « réfugié » désigne toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. (asile.ch, 2021)

##### **Migrant sans statut légal :**

Personne qui séjourne en Suisse sans autorisation, soit parce que son visa de touriste, son permis de travail ou d'étudiant est échu ; soit parce que sa demande d'asile a été refusée de façon définitive ; soit parce qu'elle est entrée en Suisse sans visa de façon irrégulière et n'a pas déposé de demande d'asile. (asile.ch, 2021)

##### **Débouté :**

Personne ayant reçu une décision de renvoi exécutoire suite au rejet de sa demande d'asile en procédure ordinaire ou par décision de non-entrée en matière et qui est tenue de quitter la Suisse. Dans certains cas, cela ne signifie pas que la personne concernée n'a pas besoin de protection internationale. Ces personnes n'ayant plus le droit de séjourner en Suisse, elles n'ont pas de permis, mais une attestation de délai de départ (appelée « papier blanc »), qu'elles doivent faire viser régulièrement par les autorités cantonales en charge de la migration. Elles n'ont plus le droit de travailler. Elles peuvent demander une aide minimale pour survivre. (asile.ch, 2021)

Les définitions fournies par asile.ch (2021) offrent une compréhension arbitraire des termes liés à la thématique de l'asile et de la migration en Suisse. La première définition du migrant met en avant différentes raisons qui motivent le déplacement d'une personne, que ce soit pour des raisons professionnelles, éducatives, familiales, ou en raison de situations de fuite.



La définition du réfugié souligne le critère fondamental de la crainte de persécution, en lien avec la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un groupe social, ou les opinions politiques. Cette définition met en avant les droits internationaux de ces personnes à être protégées.

Les termes migrant sans statut légal sont définis de manière plutôt juste et mettent en avant diverses situations telles que l'expiration de visas, le rejet définitif d'une demande d'asile, ou l'entrée irrégulière que j'ai abordée au premier chapitre. Cette définition éclaire les défis spécifiques auxquels font face ces individus en situation précaire, soulignant l'importance des aspects légaux dans leur parcours.

Enfin, la définition du débouté met en avant la complexité des situations post-rejet de la demande d'asile. Elle souligne que le fait d'être débouté ne signifie pas nécessairement que la personne ne nécessite pas de protection internationale. L'accent est mis sur les implications pratiques, telles que l'obligation de quitter le pays, la perte du droit de séjour et les restrictions sur le travail, tout en mettant en avant le fait que ces individus peuvent demander une assistance minimale pour s'en sortir.

### **3.2. Institutions concernées par la migration en Suisse et à Genève**

#### **3.2.1. Secrétariat d'État aux migrations, Office cantonal de la population et des migrations, Bureau d'intégration et de la citoyenneté & Hospice général**

Situé à Berne, le secrétariat d'État aux migrations (SEM) est l'entité fédérale ayant pour rôle de réglementer les conditions d'entrée, de séjour ainsi que de travail en Suisse. Il peut déterminer qui peut ou non bénéficier d'une protection contre la persécution dans le pays. Il s'organise en collaboration avec les autres cantons pour héberger les demandeurs d'asile. Le rôle du SEM est supérieur à une gestion simplement nationale, il contribue également à une « gestion efficace des mouvements migratoires sur le plan international » (SEM, 2024).

Le SEM (2024) est divisé en cinq domaines de direction :

1. Planification et ressources - dirigé par Mathias Stettler
2. Affaires internationales - dirigé par Vincenzo Mascioli
3. Immigration et intégration - dirigé par Regula Mader
4. Asile – dirigé par Claudio Martelli
5. Centres fédéraux pour requérants d'asile – dirigé par Marcel Suter







Dans le canton de Genève, l'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM) est l'organe en charge de la gestion du registre de la population et des étrangers. Il gère, en collaboration avec le SEM, les dossiers des habitants relevant de l'asile et assurent l'exécution des décisions de renvoi.

Comme son nom l'indique, le Bureau d'intégration et de la citoyenneté (BIC), anciennement Bureau de l'intégration des étrangers, s'occupe d'exécuter à l'échelle cantonale les politiques d'intégration pour les étrangers ainsi que de mettre en place des projets avec ses partenaires associatifs contre le racisme et la discrimination. Au niveau national, deux grandes politiques d'intégration ont été mises en place par la confédération et sont exécutées par les cantons. Le programme d'intégration cantonale (PIC) ont été instauré en 2014 dans le but de renforcer l'intégration des étrangers. En 2018, c'est au tour de l'Agenda d'intégration suisse (AIS) de voir le jour avec des objectifs d'intégration très ambitieux pour les migrants. Dès le départ, les mesures sont ciblées selon l'âge du migrant avec des objectifs clairs et précis sur les exigences de résultat de la confédération à leur égard.

L'Hospice général à Genève joue un rôle indispensable dans l'accompagnement des personnes vulnérable. Fondé en 1535, l'Hospice général est une institution emblématique de la ville et l'une des plus anciennes organisations d'assistance sociale en Europe. Son objectif principal est d'apporter un soutien aux personnes en situation de précarité, qu'elles soient confrontées à la pauvreté, à la maladie, à la solitude ou à d'autres difficultés sociales. L'institution propose une gamme de services diversifiés, comprenant l'hébergement, les repas, les soins médicaux, l'aide sociale et l'accompagnement psychologique. Au fil des siècles, l'Hospice général a su s'adapter aux besoins changeants de la société genevoise, tout en préservant son engagement humanitaire et sa mission originelle. Aujourd'hui, elle continue d'être un pilier essentiel du filet de sécurité sociale de la ville, offrant un refuge et un soutien vital à ceux qui en ont le plus besoin.

## **ADU & ETSP**

L'Hospice général joue également un rôle crucial dans l'assistance aux étrangers en situation administrative précaire, notamment ceux qui n'ont pas de permis de séjour à travers son service dédié aux migrants sans statut légal, le service des étrangers sans permis et de l'aide d'urgence. L'institution offre un soutien essentiel, comprenant l'accès à un hébergement temporaire, des repas, des soins médicaux de base et une assistance sociale. Cette approche unique en Suisse permet



aux migrants, indépendamment de leur statut administratif, de bénéficier des besoins indispensables.

### 3.2.2. Structures associatives de prise en charge des personnes migrantes sans statut de séjour légal à Genève

Comme mentionné plus haut, presque aucune politique d'intégration est dirigée en faveur des personnes migrantes vivant illégalement sur le territoire Suisse. Si l'agenda d'intégration suisse a augmenté le budget pour l'intégration, les sans-papiers sont intentionnellement mis de côté et ne sont pas ou très peu pris en compte dans ces politiques migratoires et cela malgré leur nombre et leur impact dans la vie sociale et économique.

Le réseau associatif joue un rôle principal dans l'accompagnement des personnes sans permis de séjour. Pour en citer quelques-unes, nous avons le centre de la Roseraie, le Centre social Protestant, le Collectif de soutien aux sans-papiers ainsi que de nombreux lieux où peuvent se rendre les personnes sans-papiers pour chercher conseil, manger, être hébergées ou bien récupérer des colis alimentaires.

#### **Centre de la Roseraie :**

Le Centre de la Roseraie a été créé en 2001 par la Fondation les réfugiés d'hier accueillent les réfugiés d'aujourd'hui. S'agissant d'une initiative de Pierre Pictet, la Roseraie accueillait, jusqu'à sa fermeture en 2008, ses bénéficiaires dans un esprit de charité. En 2012, à la suite d'une donation et de nouveaux locaux, la Roseraie a rouvert ses portes et a été placée sous la direction de Fabrice Roman. Elle a alors pour mission principale d'améliorer les conditions d'existence des personnes qu'elle accueille. Le public cible de l'institution est principalement la population migrante, mais il est important de préciser que toute personne adulte y est la bienvenue. Les personnes mineures peuvent quant à elles bénéficier des prestations à condition qu'elles soient accompagnées par un adulte. La Roseraie a pour particularité de proposer un accueil le plus inconditionnel possible. En effet, les bénéficiaires peuvent, en guise de formalité, donner uniquement un nom. L'intégralité des prestations que sont l'accueil, l'orientation, la primo-information, la formation et l'accompagnement sont gratuits (La Roseraie, 2024).

#### **Centre social protestant :**

Le Centre social protestant (CSP) de Genève a été fondé en 1954 et est affilié à l'Église protestante de Genève. Son objectif est de répondre aux besoins sociaux de la communauté locale, en particulier en ce qui concerne les personnes défavorisées, les migrants, les réfugiés et d'autres

groupes vulnérables. Il propose divers services et programmes visant à améliorer la qualité de vie et à favoriser l'intégration sociale. Les activités du CSP peuvent inclure des services d'accueil et d'orientation pour les migrants et les réfugiés, des programmes éducatifs, des activités de sensibilisation à la justice sociale, des services d'aide alimentaire et d'autres initiatives visant à soutenir les personnes en difficulté. Le CSP possède également un service juridique qui accompagne les personnes sans permis de séjour (CSP Genève, 2024).

### **Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève :**

Le CCSI est une organisation qui œuvre en faveur des migrants sans-papiers. Il défend, coordonne et fait la promotion du droit des personnes sans statut légal à Genève. Le Collectif oriente et informe les bénéficiaires, à la différence du CSP, il répond à des questions mais ne peut entamer des démarches juridiques avec les bénéficiaires. En sommes, le CCSI (2024) :

- Défend les droits des personnes dépourvues de statut légal face aux discriminations engendrées par cette situation ;
- Fourni des informations aux individus sans statut légal, à leurs proches, ainsi qu'aux institutions en contact direct avec eux, sur les procédures de régularisation, l'accès aux services de santé, à la scolarisation, à la formation, aux assurances sociales, ainsi qu'aux institutions administratives et judiciaires ;
- Milite en faveur de régularisations collectives et de la reconnaissance des droits des personnes sans statut et de leurs familles ;
- Intervient auprès des autorités politiques et administratives afin de trouver des solutions concrètes et pragmatiques visant à améliorer les conditions de vie des travailleurs et travailleuses sans statut légal à Genève ;
- Sensibilise la société civile aux défis auxquels sont confrontées les personnes sans statut légal vivant et travaillant à Genève ;
- Fait la promotion, stimule et coordonne les activités visant à défendre et à faire reconnaître les droits de ces personnes.

### **3.2.3. Permis de séjour**

Il m'a semblé pertinent de fournir à cette lecture les différents droits attribués selon le permis de séjour de la personne migrante. Voici les différents permis de séjour pouvant être attribués aux demandeurs d'asile.

### **Permis N :**



Le permis N est donné aux personnes qui déposent une demande d'asile selon l'art. 42 de la Loi du 26 juin 1998 sur l'asile [LAsi]. Il s'agit généralement du premier permis qui est octroyé aux migrants jusqu'à la réponse du SEM. Il donne le droit à son bénéficiaire de séjourner en Suisse légalement jusqu'à la fin de la procédure d'asile. La personne a le droit de travailler après une période allant de trois à six mois. Elle a accès à l'aide sociale, mais à un barème deux fois moins élevé que le régime normal et n'a pas le droit d'effectuer un regroupement familial.

### **Permis F provisoire :**

Le permis F provisoire est attribué à des demandeurs d'asile à qui le statut de réfugié n'a pas été octroyé, mais dont le renvoi est illicite. Ils peuvent donc séjourner légalement en Suisse. Selon l'art. 85 de la Loi fédérale du 1 janvier 2019 sur les étrangers et l'intégration [LEI], son bénéficiaire peut faire une demande de regroupement familial après trois ans de séjour, sous certaines conditions. Il a accès à l'aide sociale, mais à un barème deux fois moins élevé que le traitement normal. Il a le droit d'exercer une activité lucrative selon l'art. 85 al. 1 LAsi. Cependant, beaucoup d'obstacles peuvent se dresser devant lui. En effet, la terminologie « provisoire » peut rebuter certains employeurs. De plus, son bénéficiaire ne peut voyager qu'après trois années de résidence en Suisse et une fois par an sous conditions. L'une des spécificités de ce permis est qu'il peut être retiré si la situation dans le pays d'origine s'améliore.

### **Permis F réfugié :**

Ce permis est donné aux personnes à qui l'asile n'a pas été octroyé, mais qui sont reconnues comme des réfugiées. Elles peuvent travailler en Suisse et ont le droit à l'aide sociale à son barème ordinaire. Une demande de regroupement familial peut être déposée après un séjour de trois ans sous conditions (ne pas être dépendant de l'aide sociale). Son détenteur est libre de voyager, sauf dans son pays d'origine.

### **Permis B réfugié :**

Le permis B est attribué aux personnes reconnues comme réfugiées. Il donne le droit de travailler et son détenteur peut bénéficier de l'aide sociale au barème normal. Selon l'art. 59 LEI, le titulaire peut déposer une demande de regroupement familial et peut voyager sauf dans son pays d'origine. Une demande de permis C peut être déposée après une dizaine d'années, mais son détenteur ne peut changer de canton qu'avec l'autorisation des cantons.

### **Attestation de délai de départ :**

Cette attestation est distribuée aux demandeurs d'asile ayant reçu une réponse négative (NEM ou débouté). Ces migrants ne peuvent plus travailler et n'ont pas accès à l'aide sociale. Cependant, ils



ont le droit d'être hébergés jusqu'à leur renvoi et ont accès à l'aide d'urgence à Genève (10 francs par jour). Ces personnes sont confrontées à des situations très difficiles afin de rendre le séjour en Suisse moins attractif.

L'attestation de délai de départ permet aux demandeurs d'asile déboutés de percevoir l'aide d'urgence auprès du service spécifique des étrangers sans permis (ETSP) à l'Hospice général. En effet, selon Monsieur Soulake<sup>3</sup>, assistant social interviewé dans ce service : « Nous accompagnons deux catégories de personnes, les personnes déboutées qui ont reçu une réponse négative à leur demande d'asile et les étrangers sans permis, cela peut même être un Français » (communication personnelle, 6 décembre 2023).

Chacun de ces permis, comme je l'ai indiqué précédemment, donne à son détenteur des droits différents. Il appartient au SEM de décider du permis attribué à chaque migrant. Ensuite, chaque canton possède une institution qui s'occupe de délivrer ces permis. À Genève, c'est à l'OCPM qu'il est possible d'obtenir un permis de séjour. Chaque permis est restitué aux personnes de manière individuelle.

### 3.3. Loi sur les étrangers et l'intégration & Loi sur l'asile

Concernant la législation fédérale suisse pour les étrangers et les migrants, les références principales sont la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) ainsi que la Loi sur l'Asile (LAsi). Le législateur suisse définit le rôle de la LEI de la manière suivante : « La présente loi règle l'entrée en Suisse et la sortie de Suisse, le séjour des étrangers et le regroupement familial. Elle règle en outre l'encouragement de l'intégration des étrangers » (art. 1 LEI).

La Loi sur l'asile mentionne quant à elle la règle suivante :

L'octroi de l'asile et le statut des réfugiés en Suisse et la protection provisoire accordée en Suisse à ceux qui en ont besoin (personnes à protéger) ainsi que leur retour dans leur pays d'origine ou de provenance ou dans un État tiers (art. 1 LAsi)

Ces deux articles de lois sont des références importantes pour la compréhension des droits des migrants. Malgré tout, comme je mentionné au début du chapitre, il n'y a pas de lois spécifiques pour les migrants sans permis de séjour. Ces personnes ne sont pas censées exister au regard de la loi (SEM, 2015).

---

<sup>3</sup> Assistant social des ETSP.



Qui sont les personnes séjournant illégalement en Suisse ? Cette catégorie de personnes interroge de nombreux professionnels ayant comme mission leur accompagner. Elle est également sujette à de nombreuses idées reçues et méconnaissances. Zeugin (2003) indique:

Dans de nombreux cas, par exemple dans la presse ou dans le cadre de débats politiques, il n'est pas évident d'appréhender les phénomènes dont on parle – l'entrée en Suisse sans autorisation, les rapports de travail irréguliers ou les difficultés dans le secteur de l'asile avec des requérants qui ont détruit leurs papiers – et pour quel groupe de personnes ont recherché des solutions. (p. 11)

En effet, j'ai pu constater durant mon expérience d'assistant social aux HUG qu'il existe une forme de complexité autour des questions sur les personnes sans permis, notamment car ce sujet est relié à de nombreux domaines tels que les soins, le travail ou bien les assurances sociales.

Qui sont ces migrants sans statut de séjour légal ? En tant que migrant, les causes pour être considérés sans statut légal sont nombreuses. Je vais ci-dessous en mentionner quelques-unes, à noter qu'il ne s'agit pas d'une proposition exhaustive. Pour commencer, les demandeurs d'asile ne remplissant pas les conditions pour obtenir un titre de séjour peuvent recevoir une réponse négative à leur demande d'asile. En effet, selon l'art. 44 LAsi :

Lorsqu'il rejette la demande d'asile ou qu'il refuse d'entrer en matière, le SEM prononce, en règle générale, le renvoi de Suisse et en ordonne l'exécution ; il tient compte du principe de l'unité de la famille. Pour le surplus, la décision d'exécuter le renvoi est régie par les art. 83 et 84 LEI.

C'est généralement au canton d'exécuter le renvoi. Néanmoins, malgré une décision négative, pour de multiples raisons, les demandeurs d'asile continuent de séjourner en Suisse. Il y a le cas de figure de la révocation et l'extinction du titre de séjour. En effet, le chapitre 10 intitulé « Fin de séjour » dans la LEI mentionne les actions qui peuvent aboutir à une révocation du permis de séjour. Au sens de l'art. 62 LEI, une condamnation à une peine privative de liberté ou bien le fait d'être dépendant à l'aide sociale sont certaines des raisons pour se voir révoquer son permis de séjour. Un migrant peut par conséquent vivre des années à Genève de manière légale et perdre son permis de séjour.

Dans d'autres cas, certains étrangers viennent en Suisse avec un visa et s'installent dans le pays au-delà de la période de droit du visa.





Pour finir, beaucoup des personnes en situation irrégulière sont des migrants qui ont rallié la Suisse de manière illégale. En 2022, 52'000 personnes séjournant illégalement en Suisse ont été interpellées par les forces de l'ordre (Le Figaro, 2023). Il est toutefois nécessaire de prendre en compte le fait que ce chiffre n'expose que le nombre d'interpellations et non la totalité des migrants séjournant illégalement dans le pays. La Suisse faisant partie de l'espace Schengen<sup>4</sup>, des contrôles aux douanes avec les pays voisins ne sont pas systématiques, le passage est relativement aisé.

Voici de manière générale les différents types de personnes sans statut légal en Suisse. Tous, au sens de la loi, n'ont plus l'autorisation de séjourner en Suisse ou doivent être expulsés du pays. Seulement, les migrants sans statut légal continuent tout de même pour certains de travailler ou de scolariser leurs enfants en Suisse, tout en prenant le risque d'être arrêté et mis en détention administrative. Ils participent dans l'ombre à la vie économique du pays et sont davantage exposés aux risques sociaux.

### **3.4. Personnes migrantes sans statut de séjour légal. Quels droits ?**

J'ai évoqué durant l'introduction que les migrants sans papier avaient des droits, lesquels sont-ils ? Nous allons nous intéresser dans ce chapitre aux droits principaux qui touchent le public cible de mon TM.

#### **3.4.1. Droit à l'aide d'urgence**

Selon l'art. 82 al. 1 LAsi concernant l'attribution de l'aide sociale et de l'aide d'urgence, ces dernières sont régies par le droit cantonal. « Les personnes frappées d'une décision de renvoi exécutoire auxquelles un délai de départ a été imparti sont exclues du régime d'aide sociale » (art. 82 al. 1 LAsi). Les personnes sans statut légal ne peuvent bénéficier de l'aide sociale du canton. Cependant, au sens de l'art. 82 LAsi, si une demande est faite, une personne sans statut légal sur le territoire Suisse peut bénéficier d'une aide d'urgence. Cette aide d'urgence, toujours au sens de l'art. 82 al. 4 LAsi, est attribuée « dans la mesure du possible sous la forme de prestations en nature aux lieux désignés par les cantons ou la Confédération ». De plus, « elle est inférieure à l'aide sociale accordée aux requérants et aux personnes à protéger qui ne bénéficient pas d'une autorisation de séjour » (art. 82 al. 4 LAsi).

De quelle manière est octroyée cette aide d'urgence dans le canton de Genève et à qui ? Nous allons nous pencher sur la loi cantonale pour avoir plus de précisions. L'art. 44 al. 1 et 2 de la Loi du 22 mars 2007 sur l'insertion et l'aide sociale individuelle [LIASI] précise les modalités d'octroi de

---

<sup>4</sup> Espace de libre circulation des personnes en Europe.







cette aide. Il mentionne que « les prestations d'aide d'urgence sont, en principe et en tenant compte des situations personnelles notamment de la durée du séjour et du comportement, fournies en nature » (art. 44 al. 1 LIASI). Cela comprend « le logement dans un lieu d'hébergement collectif », « la nourriture », « la mise à disposition de vêtements et d'articles d'hygiène de base », « les soins de santé indispensables » et « l'octroi, en cas de besoin établi, d'autres prestations de première nécessité » (art. 44 al. 1 LIASI). L'art. 44 al. 2 mentionne également que « le règlement d'exécution précise la nature et l'étendue des prestations d'aide d'urgence ».

Afin d'éviter la confusion, il est nécessaire d'indiquer que pour avoir accès à ces aides, les personnes sans statut légal doivent avoir déposé une demande de permis de séjour et entrer dans le processus. Elles ne peuvent pas y prétendre s'il souhaite rester dans l'anonymat. Les migrants peuvent par conséquent bénéficier des prestations citées ci-dessus. Quant au montant financier accordé pour la nourriture et l'entretien, il s'élève à 10 francs par jour selon l'art. 29B du Règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle [RIASI]. C'est un montant bien trop faible pour vivre dignement en Suisse. À titre de comparaison, le montant forfaitaire 2023 recommandé par les normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS)<sup>5</sup> est de 1'031 francs par mois.

L'aide d'urgence a pour but d'aider les personnes en détresse en vertu de l'art. 12 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 de la Confédération suisse [Cst], mais elle cherche également à inciter le migrant à quitter le territoire. La coercition économique exercée devient tellement importante que les personnes décident de partir par elle-même.

### 3.4.2. Droit à une prise en charge médicale

Comme indiqué précédemment, les soins de santé indispensables sont inclus dans le droit des personnes sans permis de séjour. Selon la Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie [LAMal], toutes les personnes vivant en Suisse ont l'obligation de s'assurer dans les trois mois suivants leur date d'arrivée, indépendamment de leur statut de séjour. En outre, les personnes résidant illégalement en Suisse doivent s'assurer. Les caisses maladie ont l'obligation quant à elle d'accepter les personnes sans-papier (Croix-Rouge suisse, 2012). Cependant 80 à 90% des personnes en situation irrégulière n'ont pas d'assurance-maladie pour diverses raisons : peur d'être dénoncées à la police, crainte de ne pas pouvoir assumer les frais, manque de connaissance sur

---

<sup>5</sup> Les normes CSIAS « sont des recommandations à l'intention des organes d'aide sociale de la Confédération, des cantons, des communes ainsi que des organisations de l'aide sociale privée » (CSIAS, 2021).





leurs droits. Elles vivent et travaillent donc sans s'assurer, tout en étant exposées aux mêmes risques que les autres habitants (Croix-Rouge, 2012).

Malgré tout, les personnes sans permis de séjour et sans assurance-maladie habitant en Suisse ont le droit à une prise en charge médicale. À Genève, les personnes sans assurance peuvent se rendre à l'unité de Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires (CAMSCO), service de premier recours des HUG, pour une prise en charge médicale. Elles peuvent se rendre aux HUG sans inquiétude, car les professionnels sont tenus au secret médical et ne peuvent donc pas dénoncer les patients séjournant illégalement en Suisse. Dans la plupart des cas, les personnes sans permis migrant en Suisse n'ont comme ressource financière que le travail au noir.

### 3.4.3. Travail au noir

Le travail au noir est régulièrement sujet de débat en Suisse. Je vais donc tenter d'aborder rapidement cette thématique. Le travail a une importance toute particulière pour les personnes sans statut légal. N'ayant pas le droit à l'aide sociale, l'une des seules options pour vivre est de trouver un emploi. Les métiers occupés par les personnes sans-papiers sont généralement : le bâtiment, l'hôtellerie ou le travail domestique. Il n'y a pas de base légale précise concernant le travail au noir car il est interdit. Une partie importante de femmes sans-papiers occupe des postes dans le travail domestique, également appelé travail du « care ». Elles gardent les enfants, s'occupent des personnes âgées en mauvaise santé ou des personnes malades. Le concept du « care » tient ses racines des travaux de la philosophe Carol Gilligan en 1982, il signifie « capacité à prendre soin d'autrui » (Dauphin & Perrier, 2022, p. 226). Les femmes jouent un rôle important et sont surreprésentées dans les métiers du « care ». Elles continuent d'ailleurs à être plus impliquées dans l'accompagnement des proches vulnérables en tant que « proches-aidantes ».

Cela fait plusieurs années que des partis politiques suisses réclament plus de places en crèche et des prix moins élevés. Étant donné qu'aucun service public de garde d'enfants ne répond totalement aux besoins des citoyens, les personnes doivent parfois trouver des alternatives et les personnes sans permis peuvent en représenter une à bon marché. Je me suis permis cette petite parenthèse avec une perspective sur les études de genre pour signifier l'importance de ces femmes invisibilisées par leur statut dans la société genevoise.

Pour en revenir à notre sujet, quels sont les enjeux du travail au noir pour les sans-papiers et pour la Suisse et les cantons ? Pour commencer, il perdure un rapport à deux vitesses en Suisse dans l'appréciation des étrangers et du travail. En effet, comme l'indique Zeugin (2003), « de manière plus



explicite, on fait la distinction entre les travailleurs « désirés », hautement qualifiés, et nouveaux arrivants « indésirables ». Étant entendu qu'en ce qui concerne le personnel qualifié, l'origine n'est la plupart du temps pas déterminante » (p. 7). Deux personnes provenant du même pays n'auront assurément pas le même traitement ou droit compte tenu de leur statut professionnel. Cette distinction est volontaire et engendre de nombreux freins pour un grand nombre d'étrangers occupant des postes peu considérés, mais nécessaires comme le travail domestique ou la garde d'enfant.

La Suisse lutte contre le travail au noir pour plusieurs raisons : sous-enchères, conditions de travail hors convention, aucune prise en compte de la santé des employés. Le documentaire « Travail au noir » réalisé par Ulrich Grossenbacher fait état de ce monde inconnu par une large partie de la population helvète (Muth, 2022). Le cameraman va suivre des inspecteurs du travail dans différentes entreprises de la ville de Berne, en constatant des conditions de travail au noir totalement désastreuses. On y voit un vendeur d'alimentation étranger travaillant sept jours sur sept plus de dix heures par jour, ou bien des clandestins d'origine indienne travaillant pour des salaires très bas, ainsi que bien d'autres situations de travail illégales.

Les étrangers sont principalement les travailleurs exploités par les industries du bâtiment, du travail domestique, de la restauration ou bien des magasins d'alimentation. Les salaires très élevés suisses sont un des facteurs de la présence importante d'étrangers majoritairement européens sur le territoire. En effet, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 27,4% de la main d'œuvre sur le marché du travail était étrangère en Suisse en 2020 contre par exemple 6,9% en France, ce qui est bien plus élevé que nos autres voisins européens (Muth, 2022).

Cette recrudescence de travailleurs étrangers génère certains abus et des risques accrus de dumping salarial en Suisse. Nous constatons dans ce reportage que des dispositions légales mises en place ainsi que les inspecteurs qui appliquent le contrôle de terrain permettent de mieux réguler le marché du travail et d'offrir certaines protections aux employés exploités. Il faut également noter que les contrôles ne sont que très rarement à l'avantage des travailleurs sans-papiers. Ces derniers risquent des expulsions et peuvent perdre leur emploi.

### **Travail au gris :**

Le travail au gris n'a pas de base légale précise étant donné qu'il est interdit autant que le travail au noir. Seulement, une forme de flexibilité est présente de la part des autorités suisses à ce sujet. Le travail est considéré « au gris » quand les conditions de travail sont respectées et que l'employeur s'acquitte des cotisations sociales, alors que l'employé n'a pas l'autorisation de séjourner dans le pays. Les contours de ce statut de travailleurs sont très flous.





Pour conclure ce chapitre sur le travail, le risque pour tous les étrangers sans-papiers sont multiples : le renvoi, la maladie ou bien l'accident. Généralement, en cas d'accident professionnel, c'est à l'assurance-accident de l'employeur de prendre en charge le salarié. Cependant, même dans ce cas de figure, l'assurance-accident a un délai de fin. Si une incapacité de travail perdure, une demande d'assurance-invalidité doit être déposée. De plus, bien souvent, les travailleurs sans-papiers, notamment ceux qui occupent des métiers domestiques, n'ont aucune couverture sociale.

Comme l'indique Moliner (2015) :

La peur de l'arrestation par la police et d'une possible expulsion vers le pays d'origine, l'absence de travail régulier, de conditions de vie décentes et d'un logement stable (vivre dans la rue, logements insalubres et surpeuplés, squats, hébergement d'urgence) plongent les migrants dans un état de stress et de fatigue qui fragilise les défenses immunitaires de l'organisme. (pp. 153-154)

En effet, le statut des migrants sans permis et les enjeux qui l'entourent favorisent les problèmes de santé et peuvent à la longue, contribuer à des problèmes neurologiques. Par conséquent, le travail au noir et au gris contribue à des besoins sociaux et économiques pour les pays qui n'arrivent pas à embaucher dans tous les secteurs. Il représente cependant un risque pour les travailleurs sans-papiers de ne bénéficier d'aucune couverture sociale et de s'exposer à des problèmes de santé et il est, à mon sens, un enjeu éthique très important pour la société.

### 3.5. Opération Papyrus

On ne peut parler de politique migratoire genevoise sans citer l'opération Papyrus. « Loin de l'hypocrisie ou du laxisme, Papyrus met en œuvre les deux attitudes clefs de la politique migratoire genevoise : fermeté au service de la sécurité et humanité contribuant à la prospérité » (Schweri & Bolomey, 2021, p. 27). C'est par ces mots que Pierre Maudet, conseiller d'Etat, entame le projet pilote « Papyrus » le 21 février 2021.

Ce projet a été mis en place par le canton, en collaboration avec Berne, afin de régulariser les personnes sans-papier travaillant à Genève. La visée n'était pas qu'humaniste, le projet a pour but de renforcer la lutte contre le travail au noir et ambitionne un meilleur contrôle des employeurs vis-à-vis du paiement des cotisations sociales des travailleurs. Ces arguments d'ordre plutôt économique ont eu leur importance sur la balance de la négociation avec Berne (Schweri & Bolomey, 2021, p. 29).

Chaque demande est examinée de manière spécifique. Le projet n'avait pas pour but une régularisation collective (SEM, 2020). Les critères pour cette opération sont similaires à ceux prévus dans les dispositions légales des cas de rigueur. Le SEM (2020) indique les critères suivants :

- 10 ans de séjour pour les personnes célibataires
- 5 années de séjour pour les familles avec enfants scolarisés
- Être financièrement indépendant
- Respect de la loi
- Être intégré

Cette initiative novatrice a permis à plus de 2000 personnes sans papiers d'obtenir un permis de séjour et d'être reconnues comme une plus-value dans la vie économique genevoise. Elle est le résultat de dizaines d'années de propositions, de réflexions et de combats politiques et associatifs. Même si ce nombre de personnes régularisées semble faible face au nombre total des sans-papiers, l'opération n'en est pas moins un succès et une avancée pour ce public.

## 4. Cadre théorique

Pour ce chapitre intitulé cadre théorique, je propose quelques lectures et recherches en lien avec la santé et la migration, quelques paragraphes concernant les maladies neurologiques et le cerveau ainsi qu'un chapitre sur le concept d'accompagnement.

### 4.1. Santé & Migration

Les études que j'ai pu trouver sur les questions de santé et des migrants sont régulièrement reliées aux problèmes de santé psychologique. En effet, de nombreux chercheurs se sont intéressés à la question des traumatismes du parcours migratoire et des séquelles psychologiques. Par exemple, la responsable du « Programme santé migrants » aux HUG, Dre Sophie Durieux (cité dans Koller, 2017), aborde cette thématique dans un article de *Pulsations*. Elle nous informe que plus de 90% des demandeurs d'asile suivis par le service souffrent de troubles psychologiques acquis. Souvent une dépression ou un syndrome de stress post-traumatique (Koller, 2017).

Autrement, les auteurs Moreau, Rousseau et Mekki-Berrada (1999) se sont intéressés à la santé mentale des réfugiés et à l'impact des séparations familiales. Selon les auteurs :



Pour les personnes qui attendent d'être réunies, les inquiétudes face au sort de la famille demeurée outre-mer représentent un tourment quotidien et sont alimentées tant par la situation d'insécurité généralisée dans le pays d'origine que par les problèmes financiers et de santé. (Moreau, Rousseau & Mekki-Berrada, 1999, p. 190)

L'étude tend à démontrer quelles stratégies sont mises en place par les réfugiés pour faire face à la séparation et de quelle manière celle-ci impacte leur vie. La séparation pour les personnes réfugiées et est un générateur de stress et d'inquiétude. Les inquiétudes peuvent être très importantes, notamment si le pays d'origine est en guerre et que les proches sont exposés à la mort. Les auteurs proposent également quelques chapitres relevant, à l'instar de Dre Sophie Durieux, un lien entre le parcours migratoire pouvant impacter de manière très négative la santé psychologique des personnes migrantes.

Goguikian Ratcliff (2017), chercheuse en psychologie, indique dans un communiqué de presse de l'Université de Genève que les demandes d'asiles ne font que d'augmenter alors que les conditions d'asile se durcissent. Elle met en avant que les migrants ayant traversé des parcours migratoires parfois compliqués développent des troubles psychopathologiques divers comme l'anxiété ou encore la dépression (Goguikian Ratcliff, 2017). Selon des études récentes, Goguikian Ratcliff (2017) souligne que les conditions d'accueil et les contraintes liées à l'autonomisation financière en Suisse ont des répercussions négatives sur la santé mentale des individus concernés.

Une grande partie des patients suivis souffrent de ces pathologies psychologiques. Seulement, ces études s'intéressent principalement aux demandeurs d'asiles. Qu'en est-il des personnes sans permis de séjour pour qui les lendemains sont incertains ?

Concernant les études en lien avec les troubles neurologiques et les personnes sans statut légal, je n'en ai pas trouvées. Comme mentionné par Bassetti et al. (2022), la santé cérébrale est une thématique qui a jusqu'à récemment très peu été abordée. Les études sur la question se sont multipliées ces dernières années. Les principales études sur la santé des personnes sans-papiers sont rédigées en anglais. Malgré tout, la recherche de terrain m'a permis de mieux appréhender cette problématique. Récemment, une étude a été publiée en lien avec la santé et les personnes sans-papier à Genève : L'étude parchemins.

### **Étude Parchemins :**

Schweri et Bolomey (2021) présente l'étude Parchemins menée par le Dr Yves Jackson, médecin au Service de médecine de premier recours des HUG, plus largement sur les questions de santé





des personnes sans-papiers. L'étude démontre, en suivant plusieurs migrants ayant participé au projet Papyrus, un lien entre la santé et le permis de séjour. Au bout de quatre années d'étude, il a pu être constaté que les personnes en procédure d'obtention d'un permis de séjour étaient en meilleure santé que celles éloignées. Le stress, l'incertitude ainsi que les problèmes financiers sont des facteurs très inquiétants pour la santé psychologique de ces personnes. Je me permets de faire le parallèle, car ce sont des facteurs qui sont également cités dans la péjoration de la santé cérébrale (Bassetti et al., 2022).

#### 4.2. Maladies neurologiques

Les maladies neurologiques toucheraient une personne sur trois en Suisse et sont la cause de nombreux décès ou bien d'invalidité (Bassetti, 2022). Qu'est-ce que c'est qu'une maladie neurologique ? Nous pouvons nous référer à la définition des troubles neurologiques donnée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2020) :

Des atteintes du système nerveux central et périphérique qui englobent l'épilepsie, les céphalées, les maladies neurodégénératives, les maladies cérébrovasculaires comme l'accident vasculaire cérébral (AVC), les troubles neuro-infectieux/ neuro-immunologiques, les troubles du développement neurologique et les lésions traumatiques du cerveau et de la moelle épinière. (p.9)

Les troubles neurologiques sont un sujet très vaste et peuvent concerner de nombreuses maladies. Afin d'illustrer rapidement une présentation des différents troubles neurologiques et des services médicaux qui s'en occupent, je vais m'appuyer brièvement sur l'ouvrage récent du médecin chef de service de la neurorééducation de l'hôpital de Beau-Séjour des HUG.

Dans son livre, Schnider (2022) partage les suivis de certains de ses patients et explique que « la neurorééducation est la spécialité médicale qui s'occupe de personnes qui souffrent de séquelles et ont souvent perdu leur autonomie à la suite d'une atteinte du système nerveux » (p.10). Les causes de ces atteintes sont nombreuses. En effet, selon Schnider (2022) :

La majorité des patients soignés dans [le service de neurorééducation] sont affectés par une atteinte cérébrale (un AVC) ou d'un traumatisme crânio-cérébral (un TCC). D'autres sont touchés par une tumeur cérébrale, une inflammation du cerveau ou une autre maladie. La perte d'autonomie résulte normalement d'une combinaison de paralysies et de troubles mentaux, tels que la perte de parole ou des troubles de la mémoire. (p.11)



Le service de Beau-Séjour est doté d'une équipe multidisciplinaire composée d'un médecin, d'un neuropsychologue, d'un logopédiste, d'un assistant social, d'un ergothérapeute et d'un physiothérapeute. Grâce à cette approche pluridisciplinaire, le service vise à aider les patients à retrouver un niveau d'indépendance optimal dans leur vie quotidienne.

## 4.2.1. Le cerveau

Malgré sa petite taille, cet organe que nous appelons cerveau est à l'origine de la consommation de 20% de notre énergie quotidienne. Sa formation est très complexe car il est composé d'un nombre considérable de cellules nerveuses, environ 90 milliards au total, chaque partie du cerveau jouant un rôle indispensable à notre fonctionnement (FRAGILE Suisse, 2021).

Selon FRAGILE Suisse (2021), en Suisse, 130'000 personnes vivent avec des séquelles d'une lésion cérébrale suite à une maladie ou un accident. De nombreuses séquelles interviennent à la suite d'un AVC ou d'autres atteintes cérébrales. Comme indiqué, les troubles neurologiques peuvent être la cause d'invalidité. Elles peuvent en outre altérer les capacités cognitives et les capacités physiques des personnes touchées.

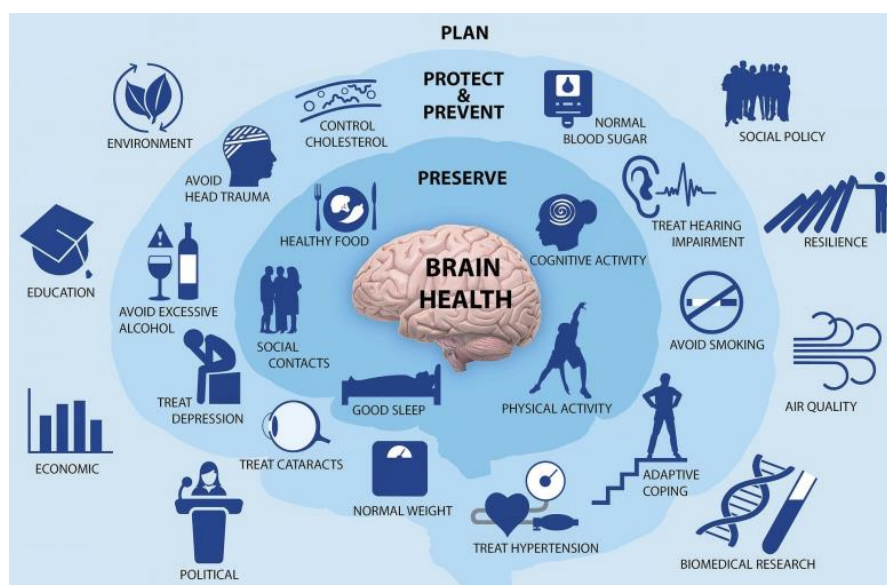


Figure 1 : « Facteurs déterminant la santé cérébrale tout au long de la vie » (Bassetti et al., 2022).

Afin de pallier les différentes pertes d'autonomies, des moyens auxiliaires sont nécessaires comme un fauteuil roulant, une planche de bain ou une prothèse. C'est à partir de ce moment que se dessinent les différences entre les personnes sans-papiers ainsi que les autres patients. En effet, il est plus laborieux pour les personnes sans-papiers d'avoir accès à un fauteuil roulant ou bien à des prothèses, car elles n'ont parfois pas d'assurance-maladie ou n'ont pas accès aux prestations de certaines assurances sociales. (Madame Saitta-Bloch, communication personnelle, 15 décembre, 2023).

#### 4.2.2. Assurance-invalidité

En règle générale, si l'atteinte neurologique occasionne des séquelles importantes et que le patient était professionnellement actif, le service social de l'hôpital dépose une demande auprès de l'office de l'assurance-invalidité en collaboration avec les médecins.

Qui est considéré comme invalide par cette assurance ? L'Office cantonal des assurances sociales (OCAS) de Genève (2024) donne la définition suivante :

Une personne est considérée comme invalide lorsqu'elle est dans l'incapacité totale ou partielle de gagner sa vie en raison d'une atteinte durable à sa santé. Cette atteinte peut être d'origine physique, psychique ou mentale, ou être consécutive à une affection congénitale, une maladie ou un accident.

Seulement, il va sans dire que seule une incapacité de gain ne suffit pas à accéder aux prestations de l'assurance-invalidité (AI). L'une des conditions principales est d'avoir cotisé. En théorie, les personnes sans-papiers assurées travaillant au gris<sup>6</sup> remplissent les conditions pour réclamer une rente (Steinemann, 2018). Malheureusement, nombre d'entre eux ne la réclament afin d'éviter d'avoir à traiter avec les services de l'État.

Comme nous l'avons constaté durant le COVID, de nombreux emplois des clandestins n'étaient pas déclarés tels que les métiers domestiques. Malgré des injonctions fortes de l'État, un grand nombre d'employeurs ne paient aucune cotisation sociale pour leur employé.

En conclusion, un nombre considérable de travailleurs sans-papiers ne sont pas couverts en cas d'atteinte grave à leur santé. Ils n'ont donc pas accès aux prestations de l'assurance-invalidité et notamment aux indispensables si des lésions demeurent : les moyens auxiliaires AI ou l'hébergement adapté par le biais de la commission cantonale d'indication.

Les moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité sont mis à disposition des personnes assurées ayant une perte d'autonomie liée à un problème de santé. Sous réserve d'un certificat médical, une demande de moyen auxiliaire peut être déposée auprès du service d'assurance-invalidité du canton.

---

<sup>6</sup> C'est-à-dire, vivant sans permis de séjour en Suisse mais ayant un emploi déclaré (paiement des cotisations sociales).



Il existe un panel très large de moyens auxiliaires pouvant se substituer à la perte d'autonomie de la personne.

La commission cantonale d'indication (CCI) a pour rôle de favoriser la coordination du réseau de soutien pour les personnes en situation d'handicap. Elle évalue la situation du demandeur afin de proposer le service le plus adapté. Elle propose ensuite une ou plusieurs solutions. Le réseau ou bien les proches doivent ensuite rencontrer les institutions indiquées pour les personnes handicapées telles que Trajets, Foyer Handicap, etc. La CCI est la porte d'entrée pour accéder aux institutions pour personnes en situation d'handicap. Seulement, deux conditions principales doivent être remplies pour pouvoir déposer une demande : la reconnaissance d'invalidité ouvrant le droit à des prestations de l'assurance-invalidité ainsi qu'être domicilié à Genève.

En conclusion, la mise en lien des différentes lectures, reportages et lois m'a permis d'avoir une vision plus large et une connaissance plus accrue sur la politique des étrangers en Suisse plus généralement et des droits accordés aux personnes sans-papiers résidants en Suisse et plus spécifiquement à Genève. Toutefois, le cadre légal reste très restreint. Il n'en demeure pas moins que les dispositifs mis en place n'offrent qu'une protection rudimentaire aux personnes sans-papiers en attente d'expulsion ou s'étant annoncées par le biais d'une demande de séjour. Concernant les migrants sans statut légal vivant en Suisse sans avoir déposé de demande, leur présence est aux yeux de loi reste « interdite ». Néanmoins, ils peuvent bénéficier tout de même de certains droits considérés comme des droits humains.

Hormis l'étude Parchemins effectuée à Genève démontrant une amélioration de la santé mentale et générale des personnes en procédure de régularisation, très peu de lectures sont consacrées aux personnes sans statut légal et aux maladies, notamment neurologiques en l'occurrence pour ma recherche. Pour en savoir plus, j'ai effectué une recherche de terrain auprès des assistants sociaux des HUG, ainsi qu'à l'AMIG, afin de connaître la manière dont les professionnels accompagnent les personnes sans statut légal souffrant de troubles neurologiques.

### 4.3. Concept d'accompagnement

Le concept d'accompagnement est au cœur de ma problématique et du travail social. Je souhaite commencer ce point en proposant une définition du travail donnée par Keller (2016) :

Le travail social vise à prévenir et à combattre les problèmes sociaux. Sa mission est d'aider les personnes à développer leur potentiel, à résoudre leurs problèmes et à enrichir leur pouvoir d'agir. Le travail social est l'expression vivante de la solidarité en société. Il favorise l'accès aux droits sociaux et fonde son action sur les valeurs des droits humains, de l'égalité, de la justice et de la participation démocratique. (p.67)

Les valeurs d'aide, de justice et de droits humains sont présentes dans de nombreuses ethnies et sociétés depuis des centaines d'années. Les religions monothéistes ainsi que la charité chrétienne sont en partie à la base de la pensée et de l'action sociale contemporaine. Seulement, le travail social actuel souhaite marquer une rupture avec son passé de bénévolat et de philanthropie, comme le décrit Libois (2013) :

Celui qui s'emploie à accompagner les personnes dans leur fragilité et se préoccupe de leur inscription dans ce qui fait société se nomme « travailleur social ». Choisir le mot « travail » fait éminemment penser à un besoin d'instaurer une rupture, d'engendrer une nouvelle représentation de l'activité. Travailler, ce n'est pas s'amuser ou perdre son temps. C'est aussi et surtout se rendre utile pour la communauté dans un cadre donné, prédéterminé, réglé, normé. (p. 28)

Les actions d'aide et d'accompagnement des personnes vulnérables se sont transformées en activité salariale, tout en gardant une éthique et des valeurs pour le moins similaire. Ce changement de paradigme a été possible, malgré de nombreuses résistances, notamment grâce à la création des politiques sociales et de l'état social dans de nombreux pays développés. Kalinowski (1995) examine de quelle manière ce changement a d'abord été marqué par des lois sur les pauvres, les « Poor Laws ». Ces lois n'offraient qu'une aide rudimentaire aux personnes concernées et les dépossédaient de leurs droits de citoyens. Vinrent ensuite les politiques sociales : « Dans le cadre du développement de l'État-providence, aux droits civils et politiques attachés à la citoyenneté est venu s'ajouter au fil du temps une nouvelle dimension : Les droits sociaux et la citoyenneté sociale » (Kalinowski, 1995, p.623). Autrement dit, la citoyenneté sociale accompagnée de ses droits a permis aux personnes d'exiger des prestations et un soutien de l'État en période de crise et d'être protégées des différents risques tels que la vieillesse ou bien la maladie. Cette évolution a permis



aux structures sociales de se construire et d'être financées pour aider les personnes, il n'est donc plus uniquement question de bénévolat ou de charité. Les personnes aidées ne sont plus simplement des indigents à qui nous portons secours mais des citoyens ayant des droits. Le professionnel du travail social aide, mais surtout il accompagne.

« Si l'on commence cette exploration par le secteur du travail social, c'est qu'il est l'un des premiers à faire un usage professionnel du terme d'accompagnement » (Paul, 2009, p.16). En effet, le concept d'accompagnement, crucial dans différents domaines sociaux, se présente comme un processus interactif et global visant à aider et guider les personnes dans leur cheminement personnel. L'accompagnement se caractérise par son approche attentive et non directrice, favorisant la collaboration et la recherche conjointe de solutions. Toujours selon Paul (2009) :

L'accompagnement travaille ainsi, peu ou prou, au guidage ou au paramétrage d'autrui en tant que sujet capable de faire preuve d'autonomie en exerçant sa capacité à évoluer au sein de situations problématiques : le projet est l'outil de cette autonomisation. (p.18)

Dans le domaine de la psychologie, Rogers a influencé la vision de l'accompagnement en introduisant la notion de « relation d'aide » (HES-SO, communication personnelle, 2023). Pour lui, l'accompagnement repose sur l'empathie, la sincérité et l'acceptation inconditionnelle, créant un environnement sûr au sein duquel la personne peut explorer ses pensées et émotions sans craindre d'être jugée. Rogers insiste sur le rôle non directif de l'accompagnateur, permettant à la personne accompagnée de trouver ses propres solutions (HES-SO, communication personnelle, 2023).

Par conséquent, le concept d'accompagnement va au-delà des domaines spécifiques, représentant une approche relationnelle fondamentale basée sur l'empathie, la collaboration active et la reconnaissance des parcours personnels. Il permet aux travailleurs sociaux d'offrir une place dans le suivi de l'autodétermination de la personne concernée. Ces différentes approches de l'accompagnement permettent d'offrir aux lecteurs une vision large et multiple de ce concept.





## 5. Démarche méthodologique

Pour cette recherche, j'ai choisi la méthode qualitative. En effet, elle me semblait plus adaptée car les sujets de mon étude ne sont pas en grand nombre. De plus, une bonne partie de mon travail repose sur la recherche de terrain. Concernant cette pratique de recherche, Olivier de Sardan (2013) met en avant que :

La pratique anthropologique n'est pas qu'une simple question de « feeling », elle incorpore et mobilise formation et compétence. Tout le problème est que cette compétence relève d'un savoir-faire, et que la formation y est de l'ordre de l'apprentissage. Autrement dit l'enquête de terrain ne peut s'apprendre dans un manuel. Il n'y a pas de procédures formalisables qu'il suffirait de respecter, comme il en existe, pour une part, dans l'enquête dite « quantitative ».

(p.2)

La recherche qualitative n'est pas simplement un panel de technique qu'il faudrait maîtriser, mais un processus très complexe qui s'accompagne de beaucoup de temps de travail, de lecture et nouvelles connaissances, ainsi que de remise en question perpétuelle, à mon sens, de nos représentations. La population des personnes sans permis de séjour est très familière pour moi. Ayant vécu moi-même illégalement durant presque une dizaine d'années en Suisse, je connais particulièrement bien les rouages de ce statut. J'ai donc tenté de faire le nécessaire pour ne pas tomber dans une forme de familiarité et faire en sorte que ma perception ne soit pas biaisée par ma représentation de la vie d'une personne sans-permis de séjour.

Je suis également allé visiter le centre d'hébergement collectif (CHC) des Tattes. J'y ai rencontré Monsieur Mbappe, avec qui j'ai échangé concernant la manière dont il vit au sein d'un centre d'hébergement collectif en tant que personne à mobilité réduite à la suite d'une maladie neurologique. Malheureusement, Monsieur est hémiparétique à la suite d'un AVC important. La moitié de son visage est figé et cela rend la communication très complexe. Avec son autorisation, j'ai visité son logement. Je l'ai accompagné et observé durant ses déplacements au sein du foyer. Mon but était de pouvoir constater comment ce migrant, avec des difficultés de mobilité après un AVC, s'adapte dans un centre d'hébergement collectif et dans les tâches du quotidien.

Concernant l'accès au terrain, mon directeur de recherche m'a mis en lien avec une assistante sociale en intervention collective (ASIC) des Tattes. J'ai ensuite effectué des entretiens semi-directifs ainsi qu'une observation dans ce centre par cet accès. Concernant les assistantes sociales des HUG, j'ai repris contact avec des professionnelles que je connaissais de mon ancien poste



d'assistant social. En ce qui concerne les assistants sociaux du service des ETSP, en discutant au téléphone durant un échange professionnel avec Monsieur Soulake, je lui ai proposé de le rencontrer pour un entretien. Il m'a donc proposé un entretien avec lui et deux de ses collègues.

Je propose également durant l'analyse trois vignettes que j'ai créées afin de présenter les situations de trois migrants sans permis ayant des troubles neurologiques.

### **5.1. Réflexion éthique**

Malgré des normes et des principes moraux fondamentaux et communs, il existe une pluralité d'éthiques. En effet, l'éthique évolue et change selon la situation ou bien le contexte historique ou géographique. L'augmentation de chercheurs dans le domaine des sciences sociales ou d'autres facteurs tels que la marchandisation du savoir ont poussé les institutions à formaliser et réguler l'évaluation éthique de certaines recherches par une commission compétente (Roca Escoda et al., 2020). Ces mutations dans le domaine de la recherche en travail social amènent de nombreux nouveaux questionnements et enjeux.

J'ai choisi une démarche éthique dite processuelle s'accordant davantage à ma méthodologie, étant donné la flexibilité qu'elle procure tout en respectant la personne et le cadre légal en vigueur. Je mets un point d'honneur à retranscrire au mieux les entretiens. De plus, chaque personne interviewée sera préalablement informée du but de la recherche et aura la possibilité de refuser. En tant qu'étudiant, les valeurs principales à respecter sont le consentement des personnes, la retranscription juste, donner au préalable une information claire et vulgarisée de mon sujet d'étude et le respect du cadre légal. J'ai pris le choix de garder l'identité des personnes migrantes confidentielle dans la recherche, j'utiliserai toutefois les vraies données démographiques avec un nom d'emprunt. Concernant les professionnels, deux assistants sociaux des ETSP n'ont pas voulu être nommés, le reste a accepté que j'utilise leur vrai nom.

### **5.2. Entretiens semi-directifs**

Pour la recherche terrain, j'ai effectué quatre entretiens semi-directifs. J'ai pu rencontrer deux assistants sociaux des HUG durant des entretiens individuels. Je suis ensuite allé rencontrer trois assistants sociaux du service de l'AMIG de l'aide d'urgence et des ETSP durant un entretien groupal. J'ai également pu m'entretenir avec deux assistantes sociales en intervention collective travaillant dans un centre d'hébergement collectif, accueillant principalement les personnes migrantes. Concernant les migrants sans-permis de séjour souffrant de troubles neurologiques, j'ai rencontré



deux personnes avec qui j'ai pu m'entretenir. Durant l'entretien avec les ETSP, je me suis permis de rajouter certaines questions techniques concernant le fonctionnement de ce service. J'ai organisé ma grille d'entretien sur les thématiques suivantes : présentation générale, cadre légal, ressources et freins, collaboration professionnelle, changement de paradigme. Cela me permet dorénavant d'avoir une meilleure compréhension de la manière dont ils interviennent.

Durant mes entretiens, je n'ai pas hésité à rajouter des questions et relancer la personne. Ayant une riche expérience avec les migrants dans différentes structures, j'ai profité de partager des anecdotes que j'ai pu vivre et j'ai sollicitée l'humour afin de créer une atmosphère agréable pour la personne entretenue. C'est pour cette raison que je partage les paroles de l'anthropologue Olivier de Sardan (2013) qui explique dans son ouvrage :

Rapprocher au maximum l'entretien guidé d'une situation d'interaction banale quotidienne, à savoir la conversation, est une stratégie récurrente de l'entretien ethnographique, qui vise justement à réduire au minimum l'artificialité de la situation d'entretien, et l'imposition par l'enquêteur de normes méta-communicationnelles perturbantes. (p. 9)

Je dois également ajouter que j'ai acquis de nombreuses connaissances durant des échanges informels. En effet, il y a des travailleurs sociaux de mon entourage ou bien des juristes que j'ai rencontrés dans le cadre professionnel que je n'ai pas formellement interviewés. Ces échanges informels m'ont notamment permis d'obtenir plus d'informations sur le droit des étrangers sans permis ou bien des anecdotes concernant des personnes souffrant de maladie et n'ayant pas de permis de séjour.

### **5.3. Retranscription et mise en lien**

Après mes entretiens enregistrés, je me suis attelé à les retranscrire. Certains de mes entretiens ont été enregistrés avec mon téléphone. J'ai donc utilisé une application pour avoir un premier jet de la retranscription avec Word live et j'ai ensuite corrigé les manquements. Afin d'améliorer la présentation de mon document, je me suis permis de corriger certaines coquilles de langages ou bien d'enlever des répétitions. D'autres ont été écrits à la main durant des échanges, notamment ceux en foyer, car l'entretien a eu lieu en mouvement, en même temps que je visitais le centre. J'ai également effectué les retranscriptions sur mon téléphone ou sur un cahier de bord durant les entretiens avec les deux migrants sans permis de séjour souffrant de séquelles neurologiques. D'ailleurs, l'un des d'eux, Monsieur Avni de son nom d'emprunt, est albanais. Il ne parle pas français et l'entretien a eu lieu en albanais. C'est donc moi qui ai retranscrit l'entretien et traduit.



Cette anecdote est plutôt intéressante, car j'ai pu avoir cet entretien avec Monsieur en traduisant certains éléments pour l'équipe des soins et Monsieur. Ils m'ont demandé de lui poser certaines questions en albanais durant ma présence à l'hôpital, j'ai donc proposé à Monsieur par la suite de nous entretenir pour ma recherche. Il a accepté sans problème. Par courtoisie, je lui ai offert un café dans la cafétéria de Beau-Séjour.

#### **5.4. Observation**

Je me suis rendu dans le lieu de vie d'un migrant sans permis souffrant de séquelles neurologiques au centre d'hébergement collectif des Tattes afin d'effectuer une observation participante. Dans leur ouvrage, Beaud et Weber (1997) mettent en avant qu'un « observateur débutant risque de ne rien voir ou de ne voir que ce qu'il projette de ses expériences antérieures dans une situation nouvelle » (p. 139). Il était donc indispensable que je m'imprègne des différentes réflexions autour de l'outil de l'observation proposé dans cet ouvrage.

Pour cette observation, durant environ une heure j'ai accompagné Monsieur Mbappe dans ce centre d'hébergement collectif. Le but visé était de constater de quelle manière Monsieur se déplaçait et vivait au quotidien. L'observation participante consistait à accompagner Monsieur dans les tâches de la vie au quotidien. J'ai utilisé mon téléphone en guise de carnet de bord. J'ai également pris quelques photos<sup>7</sup> avec la permission de l'ASIC. Au préalable, j'ai construit une forme de cadre d'observation sur les éléments que je souhaitais observer :

- Les manière dont Monsieur Mbappe se déplace et vit au sein du centre collectif d'hébergement et sa manière de s'y adapter ;
- Marquer les différences entre les logements pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et les autres ;
- Les aménagements individuels proposés pour les personnes à mobilité réduite.

Il est important de mettre en lien l'observation avec les échanges que j'ai eu avec Monsieur Mbappe ainsi que l'ASIC du CHC. En effet, Beaud et Weber (1997) formulent :

C'est pourquoi nous conseillons de tester vos observations par des entretiens lors desquels vous demanderez à vos interlocuteurs ce qu'ils ont retenu d'un évènement auquel vous assistiez ensemble. C'est pourquoi nous déconseillons l'observation « pure », son usage exclusif, et nous recommandons un mixte d'entretiens et d'observations. (p.142)

---

<sup>7</sup> Annexe 1.



L'observation à elle seule peut sembler limitée, c'est pour cette raison qu'il est parfois nécessaire de la compléter avec des entretiens.

## 6. Analyse des données

Après avoir documenté la thématique des migrants sans permis ainsi que de la maladie et plus particulièrement les maladies neurologiques et après avoir effectué ma recherche de terrain, je propose dans ce chapitre certains éléments d'analyse. Je commencerai ce chapitre par l'observation que j'ai effectuée au sein du CHC des Tattes et dans la chambre de Monsieur Mbappe.

Je présenterai également les deux migrants sans permis souffrant de séquelles neurologiques, ainsi qu'une migrante sans permis ayant eu de graves conséquences neurologiques à la suite de son AVC. Ces présentations permettront aux lecteurs de constater les profils hétérogènes de ces patients et de se faire une idée des situations vécues réellement. Tous ont des noms d'emprunt.

Je fournirai ensuite des analyses des données récoltées sur le terrain selon différents points. Il me paraissait parfois non scientifique de parler en « je ». C'est en lisant l'ouvrage d'Olivier de Sardan (2000) et son questionnement sur le changement épistémologique du « je » dans les processus de recherche de terrain qui m'a fait changer d'avis. En effet, l'auteur développe des réflexions portant sur les divers enjeux de cette modification. Il explique que ce changement offre au chercheur la possibilité de s'impliquer dans la recherche et d'exprimer ses sentiments à l'égard d'une étude sur le terrain (Olivier de Sardan, 2000). Cela implique également d'accepter les éléments humains qui rendent subjectif le choix des thèmes abordés ou le déroulement de l'étude. Le locuteur et l'interlocuteur ont tous deux une incidence sur les réponses fournies pendant l'entretien (Olivier de Sardan, 2000). Ces réflexions me permettent ainsi de prendre du recul par rapport à ma propre étude sur le terrain.

### 6.1. Observation du 12 décembre au CHC des Tattes

Pour mon observation d'institution pour migrant, j'ai décidé d'aller observer une partie du centre d'hébergement collectif des Tattes dit PMR. Mon observation a duré moins d'une heure. J'ai d'abord pris contact par mail avec Madame Mbilongo, assistante sociale en intervention collective. Elle m'a accueilli puis m'a fait visiter le centre. Elle a répondu à certaines de mes questions. J'ai également pu m'entretenir avec une de ses collègues ayant une vingtaine d'années d'ancienneté au sein du centre. J'ai pu observer deux pavillons différents, celui réservé aux personnes à mobilité réduite



ainsi qu'un autre sans adaptation spécifique. Mon but est de constater les adaptations effectuées au sein du centre ainsi que la manière dont Monsieur vit et se déplace au sein du centre au quotidien.

J'arrive donc à 14h au centre d'hébergement des Tattes, situé vers la ville de Vernier à Genève. La salle d'attente est pleine, je suis rapidement accueilli par Madame Mbilongo. Nous visitons d'abord le pavillon PMR, à la porte d'entrée a été placée une plaque en acier. Deux portes, plutôt lourdes, doivent être ouvertes afin d'avoir accès au couloir. Il y a quatre chambres en tout, avec deux lits dans chacune d'elles.

Monsieur Mbappe est assis contre le mur avec son rotateur, il nous salue et me donne la permission de visiter sa chambre. Un robinet, une armoire ainsi que certains urinoirs en plastique se trouvent sous le lit. Le lit est de taille standard, similaire aux autres chambres. Simplement, une barre ergonomique a été ajoutée au lit.

J'ai ensuite pu observer les pièces communes, salle de bain totalement adaptée avec une douche à l'italienne ainsi que barre d'appui sur les WC ainsi que la cuisine (voir annexe 1).

Une fois la visite de l'autre pavillon avec Madame Mbilongo terminée, elle me quitte pour un entretien. J'en profite pour observer de quelle manière Monsieur se déplace. Monsieur est très collaborant, il accepte de me montrer de quelle manière il vit au quotidien. Monsieur est hémiparétique, il se déplace avec un rollator. Il utilise la barre sur son lit pour se lever et prendre son rollator. Il va ensuite jusqu'à la cuisine. Ses déplacements me semblent très lents, il prend une pause après chaque pas. Il me dit fièrement « c'est moi qui cuisine » (Mbappe, communication personnelle, 12 décembre 2023), je lui demande de quelle manière mais il ne me répond pas. Il y a un micro-ondes ainsi que des plaques chauffantes placés sur des tables en acier plutôt haut. Il sort ensuite jusqu'à la porte de sortie. La porte est grande, Monsieur prend son temps et l'ouvre étape par étape. Après ce petit tour, nous retournons devant sa chambre, car j'ai l'impression de le sentir fatigué et la température est froide à l'extérieur. Nous avons ensuite un échange presque informel concernant sa situation.

### **Analyse et constat :**

Plusieurs éléments m'ont sauté aux yeux. Monsieur bénéficiait de deux « moyens auxiliaires » pour faciliter sa mobilité, la barre placée sur le lit de manière plutôt bancale ainsi que son rollator. Il avait également accès à des « toilettes portables » en plastique pour éviter certains trajets aux toilettes



durant la nuit. Le pavillon PMR était plutôt similaire aux autres pavillons. Seule l'entrée a été adaptée avec la plaque en acier ainsi que les toilettes communes.

Ayant travaillé durant longtemps avec des personnes âgées à mobilité réduite, j'ai pu constater de nombreuses barrières architecturales au centre des Tattes. La porte d'entrée est très lourde et il a été très difficile pour Monsieur de l'ouvrir, d'autant plus qu'elle se situe proche de l'escalier, une perte d'équilibre pourrait être très risquée. J'ai donc demandé à Madame Mbilongo quelles adaptations sont faites pour les personnes PMR :

Sous réserve de certificat médical, nous pouvons effectuer des aménagements du lit ou bien de la chambre ou des lieux de vie. C'est au cas par cas. Monsieur Mbappe possède une barre sur son lit afin de l'aider à se lever le matin. Mais nous ne l'avons pas installé nous (...) Seulement, nous n'avons que quatre chambres pour personne à mobilité réduite.  
(Communication personnelle, 12 décembre 2023)

Sur les 800 places, 8 sont prévues pour des personnes PMR. Un budget peut être alloué à des résidents pour des aménagements sous réserve d'un certificat médical. J'ai donc demandé si des choses étaient mises en place pour ces personnes :

Jusqu'à récemment, une personne, elle aussi migrante en activité de réinsertion aidait Monsieur Mbappe à faire ses courses ou à s'habiller parfois. Cependant, nous avons mis un terme à ce contrat, car les personnes n'avaient pas les compétences pour effectuer le travail d'une aide-soignante. De plus, la personne qui effectuait cet accompagnement était très heureuse de ne plus avoir à le faire. » (Madame Mbilongo, communication personnelle, 12 décembre 2023)

D'autres personnes bénéficient de l'aide sociale en activité de réinsertion. L'observatoire de l'aide sociale et de l'insertion (OASI) (2018) indique que « les AdR déployées par l'Hospice général sont des mesures d'insertion socio-professionnelles d'utilité sociale, culturelle ou environnementale » (p. 21). Ces activités de réinsertion sont proposées à certains bénéficiaires de l'Hospice général. Elles ont pour but de favoriser l'insertion des migrants ou des personnes à l'aide sociale.

J'ai également questionné leur implication, si elle était différente avec ces résidents à mobilité réduite. Madame Mbilongo explique à ce sujet :

En règle générale, c'est les résidents qui viennent nous trouver, on ne va pas forcément les voir, Il y a toujours beaucoup de choses à faire ici. Bon, Monsieur Mbappe par exemple a des





passages de l'IMAD régulièrement. Tout l'aspect médical est pris en charge par eux. Ils interviennent directement au Centre et vont dans sa chambre trois fois par jour si je ne me trompe pas. (Communication personnelle, 12 décembre 2023)

Monsieur Mbappe peut bénéficier des soins à domicile qui sont financés par l'hospice général. C'est un soutien indispensable étant donné sa situation de santé. Les deux assistantes sociales en intervention collective ont partagé que les lieux n'étaient que très peu adaptés. Malgré tout, elles ont également relevé que ces personnes PMR avaient parfois beaucoup plus de ressources personnelles, malgré les représentations que l'on peut avoir. Monsieur Mbappe est au centre depuis 2 ans, l'été il sort toute la journée s'installer au soleil dans le préau sur son rollator. Il est très autonome au quotidien et excepté les passages de l'IMAD (institution genevoise de maintien à domicile), il se débrouille seul.

## 6.2. Présentation de trois personnes migrantes sans permis de séjour

Cette présentation permet aux lecteurs une immersion dans les situations d'un migrant sans permis souffrant de maladie neurologique. J'ai construit ces vignettes en synthétisant les informations que j'ai recueillies durant mes entretiens avec les personnes elles-mêmes ou bien des travailleurs sociaux.

### Monsieur Mbappe

En Suisse depuis 20 ans, Monsieur a une quarantaine d'années. Il a accumulé les demandes de permis de séjour avec des nationalités différentes. Il dit être originaire du Soudan. Il est débouté depuis plusieurs années. Il a vécu dans un contexte très précaire durant des années à l'aide d'urgence. Monsieur n'a jamais pu être renvoyé dans son pays, car la Suisse n'a pas réussi à identifier le pays de Monsieur. Il y a maintenant 3 ans, Monsieur a eu un AVC qui l'a rendu hémiparétique et a réduit certaines de ses fonctions physiques. Sa capacité à parler a beaucoup été altérée, il a de la difficulté à s'exprimer. Il a été hospitalisé plusieurs mois à l'hôpital de Beau-Séjour en réadaptation neurologique. Il a ensuite été placé aux CHC des Tattes. Monsieur était suivi au service des étrangers sans permis par Monsieur Soulake. Il était déjà très connu des services cantonaux, notamment par l'OCPM. Les demandes de permis de séjour se sont succédé par des refus, notamment à cause du passif de Monsieur avec l'état. C'est le CSP qui s'est occupé d'effectuer une demande de permis humanitaire. Récemment, il semblerait qu'il ait changé de service à



l'Hospice général. Une commission spéciale a réuni des ambassadeurs de différents pays dont Monsieur se proclamait originaire et ont accepté de lui donner un permis de séjour provisoire. Monsieur n'est donc depuis peu plus un migrant sans permis, car sa dernière demande a été acceptée.

*Les informations ci-dessus ont été recueillies durant les entretiens avec Monsieur au CHC des Tattes ainsi qu'avec son ancien assistant social des ETSP, Monsieur Soulake.*

### **Madame Pathong**

Madame est en Suisse depuis quelques années. Elle travaillait en tant que femme de ménage chez des privés. Elle est originaire des Philippines. Elle vivait en Suisse sans permis de séjour en collocation avec d'autres Philippins. Un jour, elle a eu un AVC et sa vie a totalement changé, ses capacités cognitives ont fortement été altérées. Elle a perdu sa capacité de discernement pour certains aspects de la vie et se met en danger. Elle est restée durant des mois au service de Beau-Séjour des HUG. L'accompagnement et l'hospitalisation ont été très difficiles, car le lieu n'était plus adapté pour accueillir Madame. Ayant une perte d'autonomie à la suite des séquelles de la maladie, seul un endroit avec un encadrement 24h sur 24h pouvait accueillir Madame. Malheureusement, Madame n'avait pas de droit étant donné son statut. Une demande de curatelle générale avait été acceptée pour Madame. Elle a ensuite été envoyée à l'hôpital de Loëx, dans le service d'attente de placement. L'assistante sociale des HUG n'a pas eu de retour concernant la fin de ce suivi, elle ne sait pas si une solution a été trouvée.

*Les informations ci-dessus ont été recueillies durant un entretien avec Madame Ferretti, assistante sociale aux HUG.*

### **Monsieur Avni**

Monsieur est en Suisse depuis cinq ans. Il travaille dans le bâtiment, pas de travail fixe, il a changé plusieurs fois d'employeurs ces dernières années. Il dit que le dernier employeur payait des cotisations sociales pour lui, malgré qu'il soit sans permis de séjour. Monsieur a 36 ans, il a quitté le Kosovo pour pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, notamment son père gravement malade. Monsieur est tombé d'un escalier à plus de deux mètres de haut sur la tête pendant le travail. Il s'est ensuite réveillé à l'hôpital. Il explique que « Grâce



à Dieu » il n'a rien de grave. Cependant, il ne peut plus porter de charges lourdes et souffre de migraine et de troubles de l'attention à la suite de cet accident. Il dit également qu'il a de la difficulté à retenir certaines informations. Il a dû arrêter son activité professionnelle, il dit avoir reçu une aide financière de la SUVA (assurance accident) qui arrivera bientôt à son terme. Il aurait déjà demandé, mais selon lui, il n'aurait pas le droit à la rente AI ou à une réadaptation, car il ne remplit pas les conditions nécessaires. Il a voulu faire une demande de permis humanitaire, mais le réseau l'aurait découragé étant donné la maigre probabilité que cela aboutisse. Il vit actuellement chez un cousin. N'ayant bientôt plus de ressource financière nécessaire, il a pour objectif de retourner dans son pays. Il m'a dit : « Cela fait plus de 5 ans que je travaille sans arrêt pour aider ma famille. Mon père est décédé et je n'ai pas pu aller à son enterrement, car je n'ai pas le droit de voyager. Je peux plus travailler ici, je n'ai plus rien à faire » (Monsieur Avni, communication personnelle, 8 décembre 2023).

*Les informations ci-dessus ont été recueillies durant un entretien avec Monsieur Avni.*

Voici de manière très synthétique quelques cas de personnes sans permis souffrant de séquelles neurologiques. Il est intéressant de constater qu'aucune situation n'est similaire et que la gravité des lésions neurologiques à la suite d'une maladie ou d'un accident peut varier d'une personne à l'autre. Les problématiques d'accompagnement sont donc bien différentes selon les situations. Hormis ces différences, ils subsistent dans ces vignettes des points en commun : tous ne peuvent plus travailler. On remarque une absence de réseau familial direct dans l'accompagnement de ces personnes et l'accès à des prestations lié à leur maladie est rempli de barrières.

### **6.3. Hébergement**

J'ai profité de l'entretien avec les trois assistants sociaux du service ADU-ETSP de l'Hospice général pour leur demander quelles sont les solutions d'hébergements pour les personnes sans permis. Ils m'ont répondu que d'autres centres d'hébergement collectifs plus neufs comme la Seymaz ou Rigot ont des chambres plus adaptées, mais sont « tout le temps plein » (communication personnelle, 15 décembre 2023), notamment suite à la conjoncture actuelle et aux différents conflits comme en Ukraine.

Ce service suit deux groupes de personnes, les demandeurs d'asile déboutés à l'aide d'urgence ainsi que les étrangers sans permis. Les deux ne bénéficient pas des mêmes prestations. Ils m'ont répondu qu'ils fournissent des prestations aux étrangers sans papiers, mais qu'ils n'ont pas «



l'obligation » de les loger. En outre, si aucune place était disponible en CHC, ils auraient pu laisser Monsieur Mbappe sans logement.

En conclusion, aucun logement adapté n'est prévu exclusivement pour les cas de personnes ayant eu des séquelles neurologiques ou une maladie qui leur a fait perdre des capacités physiques ou cognitives hormis les chambres PMR. Je suis allé observer les chambres que proposaient les Tattes pour les personnes à mobilité réduite. Des aménagements ont été effectués, mais ils semblent très rudimentaires face aux besoins de Monsieur Mbappe. Malgré tout, cela fait plus de deux années qu'il vit dans ce logement. Nous avons également constaté que des personnes en activité de réinsertion ont été déployées pour aider Monsieur. Malheureusement, les enjeux éthiques que cela créait ont mis un terme au projet. Une personne non formée effectuant des tâches relevant des soins ne peut fournir des aides comme l'habiller. C'est pourtant ce que la personne en AdR pouvait faire dans le but d'aider Monsieur Mbappe, malgré les risques et la tâche physique.

En ce qui concerne Madame Pathong, même une place en CHC n'aurait pas été adaptée au vu de ses problèmes cognitifs. En effet, comme mentionné plus haut elle nécessite un accompagnement spécifique de 24h sur 24. Il est nécessaire d'avoir un minimum d'autonomie pour être dans ces centres d'hébergement collectifs.

#### **6.4. Précarité**

Un point important ainsi qu'un facteur de risque de maladie récurrent dans les situations que j'ai présentées ci-dessus est la précarité. De près ou de loin, toutes les personnes sans permis étaient exposées à une forme de précarité. Selon Martin (2013), différents facteurs peuvent définir la vulnérabilité, le principal étant son exposition à un risque ou à une menace. Dans leur situation, les migrants sans permis cumulent les désavantages : travail précaire et intensif, hébergement à plusieurs, problématiques financières. De plus, la précarité crée la vulnérabilité et réciproquement, c'est une forme de cercle vicieux (Martin, 2013).

Bolzman (2016) établit une corrélation entre le statut de personnes sans papier et la précarité. Selon mes observations, cette corrélation s'intensifie davantage quand il s'agit en plus de personnes ayant des problèmes de santé.

Cette vulnérabilité contribue d'une certaine manière au risque d'avoir des problèmes de santé. Moliner (2015) explique dans son ouvrage de quelle manière le stress permanent du travail au noir,

la peur d'être renvoyé et l'instabilité des hébergements portent une atteinte négative au système immunitaire de la personne.

Monsieur Soulake, assistant social à l'AMIG de l'Hospice général nous explique que :

Parfois des personnes déboutées on ne peut pas le renvoyer chez eux, soit leur pays d'origine n'a pas d'accord, soit le pays n'accepte pas. C'est dangereux pour ces personnes-là. Même si, ces personnes ne sont pas éligibles à cette qualité de reconnaissance de réfugié, il y'a un article, qui est l'article 12 de la constitution qui indique que toute personne qui n'a pas les moyens suffisants pour soutenir sa propre subsistance, la société doit lui apporter de l'aide, c'est ce que Genève met en pratique. (...) Ça peut s'inscrire sur une durée très longue, il y a des déboutés qui sont là depuis des dizaines d'années, voire plus. (Communication personnelle, 15 décembre 2023).

Les cas de figure de migrants sans permis comme ceci sont exposés à une forte précarité. Certains sont rusés et trouvent des ressources auprès des associations genevoises, d'autres subissent leur statut. Cependant, comme je l'ai indiqué durant ma partie théorique sur l'aide d'urgence, maintenir ces personnes dans une situation précaire permet d'exercer une forme de coercition économique forte pour les pousser au départ. C'est le cas de Monsieur Mbappe, qui a vécu dans une forme de purgatoire entre son pays d'origine qui n'a pas pu être identifié pendant des années et la Suisse qui ne le reconnaît que comme un débouté à l'aide d'urgence. Monsieur Mbappe a passé des années à l'aide d'urgence, à devoir présenter son papier blanc à l'OCPM pour pouvoir bénéficier des dix francs par jour d'aide de l'AMIG. Ce n'est que depuis 2023, après plus de 20 ans à Genève et des séquelles neurologiques très graves à la suite d'un AVC, que Monsieur aura obtenu un permis de séjour humanitaire (communication personnelle, 15 décembre 2023).

## **6.5. Non-recours aux soins**

Le non-recours aux soins de la part des personnes sans permis de séjour est un facteur de risque important. Pourtant, Hollomey (2011) nous informe dans son étude que les migrants sans permis en Suisse, au contraire d'autres pays européens, peuvent bénéficier de soins de santé allant au-delà des soins d'urgences. La Suisse étant un pays fédéral, l'accès aux soins ne se fait néanmoins pas de la même manière d'un canton à l'autre. À Genève par exemple, les personnes sans-permis peuvent soit avoir une assurance-maladie et avoir leur médecin, ou bien si elles n'ont pas d'assurance maladie elles peuvent se rendre au CAMSCO, service des HUG.



À ce sujet, Madame Saitta-Bloch, assistante sociale aux HUG, mentionne que :

Un premier problème quand une personne est hospitalisée et qu'elle n'a pas d'assurance, c'est la prise en charge des soins. Donc ce qu'on fait, c'est de faire le nécessaire pour annoncer que la personne est un patient non facturable. (Communication personnelle, 8 décembre 2023)

Cette procédure de patient « non-facturable » permet aux patients sans permis de ne pas s'inquiéter concernant la facture de l'hôpital car elle ne lui sera pas adressée directement. La facture peut être prise en charge par les HUG ou bien le service de facturation vérifiera si la personne a une assurance internationale ou bien si elle peut contracter une assurance LAMal pour un paiement rétroactif. Les patients sont généralement très heureux de savoir ceci, après un long séjour, des inquiétudes peuvent émerger concernant le paiement de l'hospitalisation (Madame Saitta-Bloch, communication personnelle, 8 décembre, 2023).

Dans ce sens, j'ai questionné Monsieur Avni concernant ses consultations chez le médecin, voici sa réponse :

Je n'ai jamais été chez le médecin, je n'ai pas d'assurance-maladie. Je sais que j'aurais pu y aller, mais tant que ce n'était pas une urgence vitale, je n'y vais pas. Je suis là pour travailler et pas me faire remarquer. (Communication personnelle, 8 décembre 2023)

Le non-recours aux soins de la part des migrants sans permis est dû à plusieurs facteurs. Michel (2018) donne quelques éléments de réponse et aborde le non-recours et le comportement « d'évitement ou de retardement du recours aux soins » (p. 12). Les causes sont nombreuses, parmi celles-ci nous pouvons retrouver la méconnaissance des droits, la peur d'être dénoncé ou bien le sentiment de stigmatisation (Michel, 2018). À l'instar de Monsieur Avni, certains préfèrent ne pas « se faire remarquer ». Cependant, toujours selon Michel (2018), les services publics auraient davantage intérêt à se pencher sur la problématique d'évitement ou de retardement du recours aux soins des personnes sans permis. J'abonde dans ce sens, car comme m'a expliqué Madame Saitta-Bloch, assistante sociale aux HUG, les frais de séjour à l'hôpital se montent à plus de mille francs par jour. De plus, comme nous l'avons vu sur les différentes situations des patients sans permis, il est parfois très laborieux de trouver une solution de logement pour des migrants avec très peu de droits et souffrant de différentes séquelles neurologiques. Le départ de l'hôpital est donc retardé de plusieurs mois et occasionne des frais cachés très importants.



Le non-recours aux prestations de soins peut non seulement avoir des effets très négatifs sur la santé des personnes sans permis, mais aussi engendrer des frais supplémentaires importants pour les services de santé public. Une détection par le biais de quelques contrôles chez le médecin pourrait éventuellement éviter certains problèmes de santé grave.

## 6.6. Freins rencontrés par les assistants sociaux des HUG

Dans ce chapitre, j'ai relevé certains freins que peuvent rencontrer les assistants sociaux des HUG. Cela permet de rendre visibles les difficultés à trouver des solutions viables pour ces patients vulnérables.

Madame Saitta-Bloch mentionne entre autres :

Alors c'est souvent des personnes qui n'ont pas d'entourage donc pas d'amis, pas de vraiment de personnes de référence. Et puis nous, on se trouve avec ces personnes qui ont parfois de la difficulté à s'exprimer, des troubles cognitifs, des troubles exécutifs à devoir effectivement. Bah les accompagner dans les démarches administratives par rapport à la suite de leur séjour à Genève. (Communication personnelle, 8 décembre 2023)

De nombreuses barrières se présentent ici dans l'accompagnement des patients sans permis de séjour. Les difficultés motrices, pour commencer, liées aux séquelles de certaines maladies neurologiques ainsi que la langue. Les barrières de la langue, d'autres barrières liées aux problèmes neurologiques de la personne peuvent intervenir telles que des troubles de la parole ou bien des difficultés pour le patient à se concentrer sur l'échange et à donner des réponses.

Les assistants sociaux des HUG s'appuient énormément sur le réseau des patients pour les accompagner : famille, amis, conjoint. Après une urgence ou un accident, les patients sont transportés à l'hôpital sans leurs documents. Parfois, ils n'ont même pas de pièce d'identité. C'est dans ce cas de figure que les proches peuvent apporter du soutien en amenant ces documents pour pouvoir effectuer des démarches diverses (communication personnelle, 8 décembre 2023).

Madame Ferretti explique concernant Madame Pathong :

[Elle] a été hospitalisée à Beau-Séjour à la suite d'un AVC. Elle a, comment pourrais-je dire, perdu sa capacité de discernement après cette attaque. Elle se baladait en fauteuil roulant toute la journée dans l'hôpital et rentrait dans la chambre des autres patients. (...) Madame Pathong est partie après plusieurs mois à l'hôpital de Loëx, cela a été lourd pour tout le monde,



surtout les soignants qui devait garder un œil sur elle tout le temps, car elle cherchait à s'enfuir. (...) Bah, le problème c'est qu'elle avait aucun droit, donc on était un peu bloqué. Surtout que Madame n'avait plus de raison médicale pour rester dans ce service. Contrairement à d'autres, on ne pouvait pas simplement l'envoyer dans un hébergement d'urgence, ça n'aurait pas été éthique. (Communication personnelle, 11 décembre 2023)

Dans ce cas de figure, cette dame philippine sans permis ayant perdu sa capacité de discernement à la suite d'un AVC a été une situation très lourde pour tout le service. En effet, l'hôpital n'est pas un lieu d'hébergement, mais de soin. N'ayant aucun droit et ne pouvant pas prétendre à un hébergement adapté à ses problèmes de santé, Madame Pathong est restée des mois à l'hôpital de Beau-Séjour sans raison médicale.

Madame Ferretti met également en avant des difficultés dans la collaboration interprofessionnelle avec les soins. Elle explique que « ça a été difficile pour moi, car l'équipe soignante n'arrivait pas à comprendre pour quelle raison Madame était encore là. Comme si c'était moi qui ne voulais pas qu'elle trouve une solution » (communication personnelle, 11 décembre 2023). Elle expliquait que cette thématique était mise sur la table de manière récurrente et malgré les explications des freins liés au statut de Madame, elle ne se sentait pas comprise. Avec de la distance vis-à-vis de cette situation lourde, il est intéressant de constater de quelle manière certaines tensions peuvent intervenir alors que la problématique de la présence de Madame aussi longtemps dans le service est liée à ses droits et son statut.

De plus, l'accès à certaines prestations, comme les moyens auxiliaires, est parfois long. Madame Ferretti nous explique que :

Les moyens auxiliaires, on galère. Si t'es Suisse, tu envoies une demande à l'AI et c'est réglé en un claquement de doigts, t'as le fauteuil roulant. Pour les personnes sans permis, on fait une demande AI, souvent c'est négatif, ensuite on doit faire des demandes de fonds, beaucoup de fondations n'acceptent pas, pour les objets de 1000 francs, Gialdini à Lausanne accepte avec un certificat médical. Ça prend longtemps pour avoir une réponse, ça entrave la réadaptation et la sortie. (Communication personnelle, 11 décembre 2023)

L'accès aux différents moyens auxiliaires pour les personnes sans permis peut être compliqué et peut par conséquent retarder la réadaptation de ces patients. Ce sont également, comme nous l'indique l'AS, des démarches chronophages.



Ce sont les barrières et freins que j'ai relevés durant ma recherche de terrain. L'accès à certaines prestations sociales est très laborieux, malgré leurs problèmes de santé avérés et soulignés par les médecins. Les démarches prennent plus de temps et il faut faire preuve d'ingéniosité et d'investissement pour y répondre. Leur statut est la barrière principale aux différents droits dont ils pourraient bénéficier, des droits d'hébergement ou des droits financiers. On relève également le manque de réseau de ces personnes migrantes sans permis, souvent venues ici dans le but de travailler et apporter du soutien à la famille restée au pays. Ceci dit, de nombreuses ressources existent et un travail intéressant est fourni avec le réseau pour accompagner ces patients.

### **6.7. Ressources et pouvoir discrétionnaire des assistants sociaux**

J'ai donc cherché à connaître les différentes ressources dont bénéficiaient les travailleurs sociaux des HUG pour accompagner les personnes sans permis. Voici quelques éléments de réponse.

Le programme santé migrant ainsi que la Doctoresse Durieux sont une référence à Genève :

Du coup, en règle générale, c'est le CSP, les ETSP (...) il y a également programme santé migrants, j'ai beaucoup de contact avec la Doctoresse Durieux, ça m'arrive souvent de lui demander conseil par rapport à la situation ou par rapport à la manière de rédiger le certificat médical pour les docteurs. C'est quelqu'un de référence, elle nous aide beaucoup. (Madame Saitta-Bloch, communication personnelle, 8 décembre 2023)

Le centre social est également un soutien important du réseau pour les patients sans permis :

Alors franchement je trouve que le centre social protestant est très expérimenté. Ils sont très à l'écoute, à l'écoute des situations et puis ils obtiennent très rapidement. Les attestations de séjour. On a une bonne collaboration. (Madame Saitta-Bloch, communication personnelle, 8 décembre 2023)

Ce service est doté de juristes et permet aux migrants sans permis de bénéficier de prestations juridiques gratuites. Les patients migrants sans permis peuvent par ce biais déposer une demande de permis de séjour soutenue par des certificats médicaux ainsi qu'une lettre rédigée par le juriste (communication personnelle, 8 décembre 2023).

Un autre service du réseau qui a été cité en tant que grande ressource par les travailleurs sociaux est le Service de protection de l'adulte (SPAd) :



Madame Ferretti explique que « pour cette patiente, j'ai déposé une demande de curatelle qui a été acceptée. Cela m'a beaucoup aidé à lâcher prise. La curatrice a repris la main » (communication personnelle, 11 décembre 2023).

Monsieur Soulake mentionne quant à lui : « J'ai déposé pour lui une demande de curatelle » (communication personnelle, 15 décembre 2023).

Comme nous l'avons indiqué, l'une des problématiques de ces patients est le manque de réseau et de référence. La mise en place d'une curatelle permet donc d'une part d'offrir une protection pour les personnes vulnérables et d'autre part de faciliter certaines démarches administratives.

Madame Ferretti mentionne que « les médecins sont d'une grande aide. Ils sont très impliqués et nous fournissent tous les certificats médicaux pour les démarches administratives » (communication personnelle, 11 décembre 2023).

Le travail de collaboration interprofessionnelle est une ressource indispensable. Pour une bonne partie des démarches, sans certificat médical, les assistantes sociales sont bloquées.

Lipsky (1980) aborde la notion de « Street-level bureaucracy ». Pour faire partie de ce qu'il appelle en français des « agents de l'État » il faut remplir deux conditions : être directement en lien avec les personnes et avoir une autonomie ainsi qu'un pouvoir discrétionnaire sur les personnes (Lipsky, 1980). Ce mot générique englobe un nombre important de fonctionnaires (Buffat, 2009). Je fais référence à cette notion de Lipsky, car j'ai trouvé l'investissement des travailleurs sociaux remarquables dans ces suivis. Je pense même qu'ils jouent un rôle dans les débouchées des suivis des personnes migrantes sans permis.

À ce sujet, Madame Saitta-Bloch m'a partagé l'anecdote suivante :

Alors l'important, c'est que tout le monde soit motivé autour de la situation et je pense que si on met le patient en première place. Tout le monde fait, par rapport, à faire, à l'aider, mais le service social, c'est un peu le porteur du projet pour le patient, donc c'est pour ça que nous on met énormément d'énergie pour ces cas. Heureusement ce n'est pas beaucoup hein par année, mais c'est clair que si on avait plus ça serait compliqué. Ouais parce qu'on n'aurait pas suffisamment de temps pour s'occuper vraiment comme il faut. Donc c'est vraiment des prises en charge très importantes. (Communication personnelle, 8 décembre 2023)

Elle nous donne l'exemple également d'une situation qu'elle a suivie :





Mais on a quand même pu obtenir enfin un permis, une aide sociale pour le logement, pour une attestation de séjour, etc. Il a été hospitalisé par la suite pour d'autres problèmes liés à sa maladie. Donc il est toujours en Suisse, à Genève depuis plusieurs années. Et puis, Il a quand même arriver à lui donner un statut légal sur le territoire avec un problème de santé qui est important. Et on était parti avec un doute effectivement de on n'avait pas beaucoup d'espoir au départ dans notre intervention pour les gens c'était du tourisme médical, mais on a, on a cru à l'importance de porter en œuvre ce projet. Et puis aujourd'hui, il est là, il a. Il est mobile, il va bien. (Madame Saitta-Bloch, communication personnelle, 8 décembre 2023)

L'investissement ainsi que le pouvoir discrétionnaire du travailleur social peuvent impacter le parcours du patient. L'action de mettre en avant l'urgence de la situation et de s'investir découle parfois sur des solutions inattendues. Dans l'exemple donné ci-dessus, l'importance de porter un projet, malgré le doute qui subsistait, a permis au patient d'avoir gain de cause et de bénéficier des prestations sociales améliorant sa situation.

## **6.8. Quelles solutions ?**

Voici quelques pistes d'intervention pour accompagner les personnes migrantes sans permis de séjour souffrant de troubles neurologiques partagés par les travailleurs sociaux interviewés.

Deux solutions plutôt réformatrices ont été proposées par les travailleurs sociaux que j'ai interviewés : offrir rapidement un permis de séjour aux migrants dans ce cas de maladie neurologique et assouplir le cadre légal pour ces personnes afin de faciliter les démarches.

Malheureusement, ces propositions se confrontent à un cadre légal très rigide concernant l'accueil des migrants. Comme nous l'avons soulevé durant les entretiens, une possibilité spécifique pour ces migrants existe en Suisse : la demande de permis de séjour humanitaire. Ce permis est parfois très difficile d'accès pour les demandeurs, je développerai davantage les conditions d'accès ainsi que la spécificité de ce permis de séjour dans mon ultime chapitre.

## 7. Conclusion

Dans ce dernier chapitre, je vais présenter de manière synthétisée les différents résultats que j'ai obtenus et répondre à ma problématique : « Patients migrants en situation de séjour illégal souffrant de troubles neurologiques : quel accompagnement ? ». Les lectures ainsi que la recherche de terrain m'auront permis de mieux comprendre le cadre légal dans lequel sont inscrites les personnes sans permis. Elles m'auront également permis de mettre un visage, une histoire, un parcours sur ces migrants souffrant de séquelles neurologiques, ces personnes qui ont parfois contribué à l'économie et à la vie sociale de la Suisse pendant de nombreuses années dans l'ombre.

Madame Saitta-Bloch, assistante sociale HUG, nous explique qu'il est possible de demander une reconnaissance d'invalidité auprès de l'assurance-invalidité pour les patients sans permis de séjour. La reconnaissance d'invalidité leur est souvent attribuée, mais sans droits spécifiques à la clef. Les patients sans permis dans ce cas de figure ne remplissent que très rarement les conditions pour pouvoir bénéficier d'une mesure de réadaptation, un logement adapté ou bien une rente (communication personnelle, 8 décembre 2023).

Cette reconnaissance d'invalidité me questionne. En effet, pour quelle raison le statut de « migrant sans permis » prime sur le statut d'invalidité dans les différentes démarches ? C'est une approche plutôt philosophique, mais, ne pourrions-nous pas partir du postulat que si une personne possède un statut de migrant sans permis et qu'il est connu invalide, des droits spécifiques lui sont accordés en raison de son handicap ?

En questionnant les professionnels sur les problématiques et les freins rencontrés dans l'accompagnement de ces personnes, tous ont une réponse plus ou moins similaire, le plus gros frein c'est le cadre légal. Ils proposaient dans les solutions de rendre plus flexible le cadre légal pour ces personnes souffrant de séquelles neurologiques physiques et/ou cognitives. Cela permettrait aux personnes ainsi qu'aux professionnelles un accompagnement plus simple et plus optimal.

Un réseau très fourni est disponible à Genève, des associations comme Caritas ou bien le CSP informant, orientent et accompagnent les migrants sans permis dans des demandes de séjour ainsi que d'autres démarches juridiques. Les assistants sociaux des HUG sont au premier front, ils accompagnent ces patients sans permis souffrant de troubles neurologiques dans diverses démarches de la vie et ce directement après la maladie ou l'accident. Les suivis sont très intenses, car tous les axes de la vie sont touchés : la situation financière de la personne, son hébergement,



son emploi, sa situation de séjour ainsi que sa santé. Cela demande une expérience importante et une connaissance plutôt large du domaine de la migration.

Comme nous l'a expliqué l'assistante sociale des HUG, Madame Ferretti, « ces personnes perdent tout du jour au lendemain. C'était des personnes autonomes qui à la suite d'un accident ou d'une maladie perdre l'usage de leurs membres » (communication personnelle, 11 décembre 2023).

Hormis l'accompagnement administratif, la patience ainsi que l'écoute sont très importantes. Ce sont des personnes qui vivent une situation de crise et de changement soudain. Ils doivent s'adapter à leur « nouveau corps » et se confronter à une nouvelle réalité, avec des difficultés d'accès à certaines prestations sociales et des logements non adaptés.

Une fois que le migrant sans permis n'est plus patient, il peut décider de rester dans l'anonymat. Néanmoins, pour les cas graves, une inscription au service des étrangers sans permis de l'Hospice général est nécessaire. Comme Monsieur Mbappe, des soins à domicile régulier sont parfois indispensables. Ce sont des prestations qui sont prises en charge par ce service, de même que l'assurance et l'hébergement. Monsieur Soulake a expliqué durant l'entretien que c'est un service « unique » en Suisse et qu'il existe dans cette forme qu'à Genève. Cela me questionne sur la manière d'accompagner ces personnes dans les autres cantons. Je pense que cela aurait été un sujet très intéressant à développer dans une autre étude.

Ce service unique de l'Hospice général offre des prestations normalement sur du court terme, même si comme nous avons pu le voir, des personnes déboutées gardent ce statut pendant des années. Le service continue à renouveler les prestations tant que l'OCPM l'autorise. Deux voies principales sont ensuite possibles : soit le SEM octroie un permis de séjour aux migrants sans permis comme Monsieur Mbappe, ce qui a pour conséquence de le faire changer de service à l'Hospice général, soit le migrant sans permis reçoit un avis d'exclusion du pays. Il peut alors encore bénéficier de l'aide d'urgence le temps que le renvoi soit effectué.

Une fois qu'un permis humanitaire est octroyé au migrant, une demande peut être déposée auprès de la Commission cantonale d'indication<sup>8</sup>. Le migrant pourra dès lors prétendre à rejoindre un logement adapté à sa problématique de santé (communication personnelle, 8 décembre 2023).

Concernant leur ressenti vis-à-vis de l'accompagnement dont ils ont bénéficié, Monsieur Avni m'a relaté qu'il a été « choqué » par le suivi, tant par les soins que par le service social de Beau-Séjour.

---

<sup>8</sup> Ce service oriente et coordonne les demandeurs vers l'établissement le plus adapté selon les différents critères médicaux.





Pour reprendre ses termes, il a dit que « même ma famille n'aurait pas fait tout ça pour moi » (communication personnelle, 8 décembre 2023). Monsieur Mbappe a dit quant à lui que « c'est bien » (communication personnelle, 12 décembre 2023).

Pour conclure, je dirais qu'il n'y a pas d'accompagnement « standard » des patients sans permis souffrant de maladies neurologiques. Mon étude de terrain m'a permis de constater une diversité de cas et d'accompagnement différents. Ce que j'ai relevé selon moi est l'impact de la mobilisation des travailleurs sociaux qui porte le projet sur la réalisation finale de celui-ci. Malgré leur petit nombre, le suivi de ces patients est très chronophage et énergivore. L'accès à certaines prestations reste parfois un parcours du combattant pour ces migrants sans permis souffrant de troubles neurologiques.

### **7.1. Cas de rigueur – Permis de séjour B humanitaire**

Ce permis a été cité à plusieurs reprises durant les entretiens. Le permis B pour cas de rigueur permet aux migrants souffrant de problème de santé de bénéficier d'un permis de séjour. La demande d'autorisation de séjour s'établit pour « motifs individuels d'une extrême gravité » au sens de l'art. 30 al. 1B LEI (Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers [ODAE], 2009). Ce permis de séjour, également appelé permis humanitaire, peut représenter une alternative pour améliorer la situation des personnes migrantes souffrant de troubles neurologiques.

Seulement, certains professionnels oscillent à le faire étant donné les refus ainsi que les démarches parfois lourdes (communication personnelle, 11 décembre 2023). De nombreux critères sont exigés pour prétendre à ce permis de séjour. À ce sujet, l'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE) (2009) explique :

Finally, l'application de ces critères donne une impression de flou, voire d'arbitraire. L'interprétation extrêmement restrictive qu'en font les autorités fédérales laisse transparaître l'absence totale de volonté de régler des situations qui engendrent pourtant des conséquences lourdes sur le plan humain. (p. 2)

Cette application floue et arbitraire des décisions d'octroi de ce statut questionne quant au nombre de refus or que le nombre de critères pourrait justement amener à plus de réponses positives (ODAE, 2009).

En conclusion, le permis pour cas de rigueur permet à son détenteur d'accéder à de nombreuses prestations. C'est un statut qui permettrait aux personnes sans permis souffrant de séquelles





neurologiques graves d'avoir accès à des hébergements adaptés et à des prestations sociales et financières. À titre d'exemple, grâce à la reconnaissance qu'il a eu des autorités fédérales, Monsieur Mbappe a pu, après plusieurs années, bénéficier d'un permis de séjour humanitaire. Une demande auprès de la commission cantonale a été déposée par son curateur, il pourra prochainement prétendre à un logement adapté à sa problématique de santé.

Pour ma part, je pense que la régularisation des migrants sans permis de séjour souffrant de troubles neurologiques semble être la solution la plus éthique et humaniste face aux problématiques qu'ils peuvent endurer.

## **7.2. Difficultés rencontrées dans ma recherche et auto-évaluation**

Un de mes grands regrets est mon niveau moyen en anglais. Je n'ai exploré que partiellement les études sur la question de la maladie et des personnes migrantes sans permis de séjour. La grande majorité des études que je trouvais étaient rédigées en anglais et comportait de nombreux termes scientifiques en anglais dont je n'ai pas la maîtrise. J'ai donc préféré ne pas m'y référer.

J'aurais également souhaité rencontrer plus de migrants souffrant de troubles neurologiques. La thématique reste malgré tout complexe à aborder, car les problématiques neurologiques sont nombreuses et varient d'une situation à l'autre.

Je pense que la lecture de la recherche peut parfois paraître confuse étant donné ce statut sans permis de séjour, aux contours juridiques flous. Je pense qu'il faut également bien saisir le changement de statut des personnes migrantes sans permis. Ce changement s'inscrit dans un processus, certains migrants reçoivent des réponses de séjour positif comme Monsieur Mbappe après plus de vingt ans. Il n'est donc plus « un migrant sans permis ». J'ai cependant décidé de garder son profil dans mon travail, car il l'a été et son histoire est un cas de figure très intéressant pour cette recherche.

Concernant ma situation professionnelle, je travaille à 95% et j'ai certains projets en cours. L'organisation a parfois été difficile pour effectuer mes entretiens et rédiger ce travail de recherche. Je suis parfois confronté à des situations de personnes sans permis dans mon emploi, j'accompagne également des personnes victimes de violences conjugales. Je constate des freins tous les jours liés à leur statut, malgré les violences dont elles sont victimes.

En ce qui concerne les points positifs, je pense avoir amené beaucoup d'informations pertinentes concernant ma question de recherche et la population visée grâce à cette recherche de terrain. J'ai





disposé mes analyses en plusieurs points afin d'offrir une lecture plus claire. Ma partie théorique est un mélange entre le droit des personnes sans permis, le sujet de la migration ainsi que la thématique des troubles neurologiques. J'ai tenté de suivre au mieux les cours méthodologiques concernant les recherches qualitatives que nous avons étudiées pendant le semestre afin d'effectuer une recherche de terrain pertinente.

La réalisation de ce travail de terrain qualitatif dans le cadre de mon mémoire de master m'a permis de développer un ensemble de compétences cruciales. En premier lieu, la collecte de données sur le terrain m'a offert l'opportunité d'affiner mes compétences en observation participante, me permettant d'immerger pleinement dans l'environnement étudié et d'acquérir une compréhension approfondie des réalités vécues par les patients migrants en situation de séjour illégal souffrant de troubles neurologiques. La conduite d'entretiens semi-structurés m'a quant à elle permis de perfectionner mes compétences en communication interpersonnelle et de développer une sensibilité accrue à l'écoute des récits individuels. L'analyse qualitative des données recueillies a constitué un exercice intellectuel stimulant, me demandant de mettre en œuvre des compétences d'interprétation fine, de catégorisation thématique et de discernement des schémas.



### 7.3. Intérêt de la recherche pour le travail social et limite

J'ai entrepris cette recherche en raison de mon expérience en tant qu'assistant social, ayant moi-même été confronté à cette problématique. Mon objectif à travers ce travail était de partager mes questionnements et mes découvertes concernant cette thématique.

En effectuant cette recherche sur le terrain, mon intention était de mettre en lumière la réalité vécue par ces personnes tout en fournissant une cartographie des ressources disponibles pour les accompagner de manière optimale. Cette démarche revêt une importance particulière dans le domaine du travail social, où la protection des personnes vulnérables et des minorités est une des valeurs fondamentales. Ces principes ont été inculqués tout au long de ma formation à la Haute école de travail social.

*« Dans l'intérêt de toutes les composantes de la société, il faut trouver une solution pour les problèmes humanitaires, sociaux et économiques liés au séjour irrégulier. » (Zeugin, 2003, p.9)*



## Bibliographie

asile.ch. (2021). De qui parle-t-on ? <https://asile.ch/memot/de-parle-t-on/>

AvenirSocial. (2010). *Code de déontologie du travail social en Suisse. Un argumentaire pour la pratique des professionnel-le-s.* AvenirSocial.  
[https://www.grea.ch/sites/default/files/Do\\_Berufskodex\\_Web\\_F\\_gesch-1.pdf](https://www.grea.ch/sites/default/files/Do_Berufskodex_Web_F_gesch-1.pdf)

Bassetti, C. L.A., Lyrer, P., Sandor, P. S., Walther, S., Hackenberg, A., Egger, M., Zeltner, T., Sarikaya, H., Lövblad, K-O., Klein, A., Remonda, L., Fischer, U., Du Pasquier, R., Humm, A. M., Guzman, R., Frisoni, G. B., Seifritz, E., Q. Do Cuénod, K., Hatzinger, M., ... & Heldner, M. R. (2022). Prendre soin du cerveau. *Bulletin des Médecins suisses*, 103(5152), 38-41.  
<https://doi.org/10.4414/bms.2022.21195>

Beaud, S. & Weber, F. (1997). « Chapitre 4 / Observer », in Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques. Paris : La Découverte. p. 139-175.

Belmessous, F. & Roche, E. (2018). Accueillir, insérer, intégrer les migrants à la ville. *Espaces et sociétés*, 172-173, 7-18. <https://doi.org/10.3917/esp.172.0007>

Bertrand, A.-L. (2020). *Dans la jungle des permis de séjour : Parcours administratifs et intégration professionnelle des réfugiés en Suisse.* Editions Seismo, Sciences sociales et questions de société SA, Zurich et Genève. <https://library.oapen.org/bitstream/id/985579fc-5178-4874-85a7-93449fcaad74/9782883510913.pdf>

Bolzman, C. (2009). *Modèles de travail social en lien avec les populations migrantes : enjeux et défis pour les pratiques professionnelles.* Pensée plurielle, 21, 41-51.  
<https://doi.org/10.3917/pp.021.0041>

Bolzman, C. (2016). *Précarité juridique et précarité socio-économique : le cas des personnes admises provisoirement dans le cadre de l'asile.* Pensée plurielle, 42, 55-66.  
<https://doi.org/10.3917/pp.042.0055>

Bolzman, C., Gakuba, T. & Amalaman, M. (2017). Honte et migration : une relation complexe à saisir. *Pensée plurielle*, 44, 129-138. <https://doi.org/10.3917/pp.044.0129>



- Buffat, A. (2009). *Les réformes au prisme de l'autonomie et du contrôle des agents publics de base : le cas de la politique suisse du chômage*. In L. Wilkin & B. Bernard (Éds), *Les réformes de l'administration vues d'en bas - Volume 1* (pp. 69-92). Pyramides. <https://journals.openedition.org/pyramides/612#quotation>
- Centre social protestant Genève. (2024). *À notre sujet*. <https://csp.ch/geneve/organisation/>
- Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève. (2024). *Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève*. <https://ccsi.ch/collectif/>
- Conférence suisse des institutions d'action sociale. (2021). *Les normes CSIAS*. [https://rl.skos.ch/lexoverview-home/lex-RL\\_A\\_1](https://rl.skos.ch/lexoverview-home/lex-RL_A_1)
- Conseil national des médecins. (s.d.). *Au moment d'être admis(e)*. [https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/medecins\\_ns\\_serment.pdf](https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/medecins_ns_serment.pdf)
- Constitution fédérale du 18 avril 1999 de la Confédération suisse (= Cst ; RS 101 ; état le 1<sup>er</sup> janvier 2024)
- Croix-Rouge suisse. (2012). *Patients dépourvus de titre de séjour et d'assurance-maladie. Patients dépourvus de titre de séjour et d'assurance-maladie*. [https://www.sante-sans-papiers.ch/DE/files/Informationsbroschuere\\_Sans-Papier\\_A5\\_fr\\_Internet.pdf](https://www.sante-sans-papiers.ch/DE/files/Informationsbroschuere_Sans-Papier_A5_fr_Internet.pdf)
- Dabboubi, N., Meyrat Diakhate, J., Piergiovanni, S., Solari, D. & Utebay, D. (2011). Sans-papiers mais pas sans droit à la santé. *Revue médicale suisse*, 288 (3), 717-718. <https://www.revmed.ch/revue-medicale-suisse/2011/revue-medicale-suisse-288/sans-papiers-mais-pas-sans-droit-a-la-sante>
- Dauphin, S. & Perrier, G. (2022). 13. Les politiques sociales au prisme du genre. Dans : Olivier Giraud éd., *Politiques sociales : l'état des savoirs* (pp. 221-238). Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.girau.2022.01.0221>
- Le Figaro. (2023, 19 janvier). Immigration irrégulière en Suisse : les interpellations ont presque triplé en 2022. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/immigration-irreguliere-en-suisse-les-interpellations-ont-presque-triple-en-2022-20230119>



- FRAGILE Suisse. (2021). *Conséquences visibles et invisibles des lésions cérébrales*. [https://www.fragile.ch/fileadmin/user\\_upload/Downloads/05\\_Medien\\_Publikationen/Shop/Brochure\\_Conséquences\\_visibles\\_et\\_invisibles\\_FR.pdf](https://www.fragile.ch/fileadmin/user_upload/Downloads/05_Medien_Publikationen/Shop/Brochure_Conséquences_visibles_et_invisibles_FR.pdf)
- FRA – Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. (2011). *L'accès aux soins de santé des migrants en situation irrégulière dans 10 États membres de l'Union européenne*. [https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2011-fundamental-rights-for-irregular-migrants-healthcare\\_fr\\_0.pdf](https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2011-fundamental-rights-for-irregular-migrants-healthcare_fr_0.pdf)
- Goguikian Ratcliff, B. (2017). *L'impact des conditions d'accueil sur la santé mentale des migrants*. Université de Genève. <https://www.unige.ch/medias/2017/limpact-des-conditions-daccueil-sur-la-sante-mentale-des-migrants>
- Guillon, M., Legoux, L., & Mung, E. M. (2003). *L'asile politique entre deux chaises : droits de l'homme et gestion des flux migratoires*. Dans L'Harmattan eBooks. <https://ci.nii.ac.jp/ncid/BA70324011>
- Hollomey, C. (2011). *Les soins de santé pour les migrants sans papiers en Suisse*. [https://www.unine.ch/files/live/sites/sfm/files/nouvelles%20publications/factsheet\\_policies\\_fr\\_small.pdf](https://www.unine.ch/files/live/sites/sfm/files/nouvelles%20publications/factsheet_policies_fr_small.pdf)
- Hospice général (2003). Forum migration et intégration, se comprendre pour vivre ensemble, Actes du forum. Genève, Edition Hospice général, 128 pages.
- Jaberg, S. & Romy, K. (2023, 3 juillet). « La Suisse devra réfléchir à une politique migratoire moins focalisée sur les pays voisins ». *Swissinfo*. <https://www.swissinfo.ch/fre/multimedia/-la-suisse-devra-reflechir-a-une-politique-migratoire-moins-focalisee-sur-les-pays-voisins-/48636644>
- Kalinowski, W. (2017). *Le modèle suédois est-il toujours social-démocrate ?* L'Économie politique, 73, 37-48. <https://doi.org/10.3917/leco.073.0037>
- Keller, V. (2016). *Manuel critique de travail social*. Lausanne: Editions EESP; Genève: Editions IES.
- Koller, A. (2017). « Ce sont de grands résilients ». *Pulsations*, 26. <https://pulsations.hug.ch/article/ce-sont-de-grands-resilients>
- Libois, J. (2013). *La part sensible de l'acte : Présence au quotidien en éducation sociale*. Genève: Editions ies. Tiré de <https://books.openedition.org/ies/1080>



Lipsky, M. (1980). *Street-Level Bureaucracy. Dilemmas of the Individual in Public Services*. New York, Russel Sage Foundation.

Loi du 26 juin 1998 sur l'asile (= LAsi ; RS 142.31 ; état le 1<sup>er</sup> janvier 2024).

Loi du 17 mars 2006 sur l'Hospice général (= LHG ; RS/GE J 4 07 ; état le 1<sup>er</sup> mai 2018).

Loi du 22 mars 2007 sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (= LIASI ; RS/GE J 4 04 ; état le 29 août 2023).

Loi du 17 septembre 2015 sur l'instruction publique (= LIP ; RS/GE C 1 10 ; état le 1<sup>er</sup> juillet 2023).

Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (= LAMal ; RS 832.10 ; état le 1<sup>er</sup> janvier 2024).

Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (= LEI ; RS 142.20 ; état le 15 octobre 2023).

Lucas, B., Ludwig, C., Chapuis, J., Maggi, J. & Crettaz, E. (2019). *Le non-recours aux prestations sociales à Genève. Quelles adaptations de la protection sociale aux attentes des familles en situation de précarité ?* Rapport de recherche. Genève, Suisse : Haute Ecole de Travail Social et Haute Ecole de Santé.  
[https://www.hesge.ch/geneve/sites/default/files/Documents/Communique\\_de\\_presse/rapport\\_n\\_on\\_recours\\_aux\\_prestations\\_sociales\\_hets\\_heds.pdf](https://www.hesge.ch/geneve/sites/default/files/Documents/Communique_de_presse/rapport_n_on_recours_aux_prestations_sociales_hets_heds.pdf)

Martin, C. (2013). *Penser la vulnérabilité. Les apports de Robert Castel*. *Alter*, 7(4), 293-298.  
<https://doi.org/10.1016/j.alter.2013.09.004>

Michel, A. (2018). *Représentations et comportements des migrants sans papiers en matière d'accès et de recours aux services de santé une scoping review*. [Travail de master, Global Studies Institute, Université de Genève]. Cigeu unige.  
[https://cigeu.unige.ch/files/8316/0692/0282/memoire\\_Aude\\_Michel.pdf](https://cigeu.unige.ch/files/8316/0692/0282/memoire_Aude_Michel.pdf)

Moliner, C. (2015). Les maux de la clandestinité : retour sur une expérience d'accompagnement socio-sanitaire de migrants pendjabis indiens sans papiers en Île-de-france. *Migrations Société*, 161, 139-156. <https://doi.org/10.3917/migra.161.0139>





Moreau, S., Rousseau, C. & Mekki-Berrada, A. (1999). Politiques d'immigration et santé mentale des réfugiés : profil et impact des séparations familiales. *Nouvelles pratiques sociales*, 12(1), 177–196. <https://doi.org/10.7202/301443ar>

Muth, T. (2022, 17 mai). En Suisse aussi, le travail au noir est un problème. *Swissinfo*. <https://www.swissinfo.ch/fre/economie/en-suisse-aussi--le-travail-au-noir-est-un-probl%C3%A8me/47596594>

Observatoire de l'aide sociale et de l'insertion. (2018). *L'aide sociale, entre contre-prestation et insertion professionnelle. Une étude sur les activités de réinsertion (AdR) à Genève*. [https://cgas.ch/OASI/IMG/pdf/etude\\_sur\\_les\\_adr.pdf](https://cgas.ch/OASI/IMG/pdf/etude_sur_les_adr.pdf)

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers. (2009). *Les critères d'octroi du permis humanitaire sont-ils appliqués de façon cohérente ?* [https://odae-romand.ch/wp/wp-content/uploads/2009/10/NT005\\_SIT\\_sans-papiers.pdf](https://odae-romand.ch/wp/wp-content/uploads/2009/10/NT005_SIT_sans-papiers.pdf)

Olivier de Sardan, J-P. (2000). « Le "je" méthodologique : Implication et explicitation dans l'enquête de terrain ». *Revue Française De Sociologie*, 41(3), 417. <https://doi.org/10.2307/3322540>

Olivier de Sardan, J-P. (2013). « *La politique du terrain* », Enquête [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 03 février 2023. <http://journals.openedition.org/enquete/263;DOI:https://doi.org/10.4000/enquete.263>

Paul, M. (2009). *L'accompagnement dans le champ professionnel*. *Savoirs*, 20, 11-63. <https://doi.org/10.3917/savo.020.0011>

Peters, B. (2014). Nouveau management public (new public management). Dans : Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques: 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos* (pp. 398-404). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.bouss.2014.01.0398>

Règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (= RIASI ; RS/GE J 4 04:01 ; état le 1<sup>er</sup> janvier 2024).

Roca Escoda, M., Burton-Jeangros, C., Diaz, P. & Rossi, I. (2020). *Enjeux éthiques dans l'enquête en sciences sociales*. Genève : Université de Genève (Sociograph - Sociological Research Studies, 45)







- La Roseraie. (2024). *Centre d'accueil pour personnes migrantes*. <https://centre-roseraie.ch/>
- Schnider, A. (2022). *Le cerveau lésé. Parcours de patients*. Odile Jacob. Genève, 256 pages.
- Schweri, M., & Bolomey, L. (2021). *Papyrus : La combinaison gagnante*. Editions Slatkine, Genève.
- Secrétariat d'État aux migrations. (2024, 01 janvier). *Le SEM*. <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/sem/sem.html>
- Secrétariat d'État aux migrations. (2020, 23 juin). *Papyrus*. Confédération suisse. <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/aufenthalt/sans-papiers/papyrus.html>
- Secrétariat d'État aux migrations. (2015, 12 décembre). *Les sans-papiers en Suisse en 2015*. Confédération suisse. <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2016/2016-04-25.html>
- Steinemann, B. (2018). *Aperçu des prestations que les clandestins peuvent toucher au frais de la collectivité*. <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183125#:~:text=Les%20sans%2Dpapiers%20assurés%20ont,112%2C%20a>
- Thiéblemont-Dollet, S. (2004). *Uli Windisch, en collab., Suisse-Immigrés. Quarante ans de débats. 1960-2001*. Lausanne, Éd. L'Âge d'Homme, 2002, 280 p. Questions de communication, 5. <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/pdf/7167>
- Unia Suisse. (2024). « *Les sans-papiers ont des droits !* ». <https://www.unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-a-z/migrant-e-s/sans-papiers>
- Zeugin, B. (2003). *Parmi nous mais indésirables ! Quelles solutions pour les sans-papiers ?* (Editions). Editions Caritas, Lucerne.



## Annexes

### Liste des annexes

Annexe I.      Adaptation pavillon PMR CHC Tattes

